

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1892

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 18 Février 1892, à 1 heure

PAR

FERDINAND-VICTOR ANDRIEUX

Né à Appoigny (Yonne), le 14 août 1841.

ÉTUDE SUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA

LÉGISLATION SANITAIRE EN FRANCE

ET SES PRINCIPALES DISPOSITIONS

Président : M. LABOULBÈNE, professeur.

Juges : MM. TROISIER, professeur.

SCHWARTZ, agrégé.

CHANTEMESSE, agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

Rue Chabot-Charny, 65

1892

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.	M. BROUARDEL.
Professeurs.	MM.
Anatomie	FARABEUF.
Physiologie	CH. RICHEL.
Physique médicale.	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.	BAILLON.
Pathologie et thérapeutique générales	BOUCHARD.
Pathologie médicale	DIEULAFOY.
Pathologie chirurgicale.	DEBOVE.
Anatomie pathologique.	LANNELONGUE
Histologie	CORNIL.
Opérations et appareils.	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie.	TILLAX.
Thérapeutique et matière médicale.	N.
Hygiène	HAYEM.
Médecine légale	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.	BROUARDEL.
Pathologie expérimentale et comparée.	LABOULBÈNE.
	STRAUS.
	LEE (G.).
Clinique médicale	POTAIN.
	JACCOUD.
	PETER.
	GRANCHER.
Maladies des enfants.	
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.	BALL.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	FOURNIER.
Clinique des maladies du système nerveux.	CHARCOT.
	VERNEUIL.
Clinique chirurgicale.	LE FORT.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
Clinique des maladies des voies urinaires	GUYON.
Clinique ophthalmologique	PANAS.
Clinique d'accouchement.	TARNIER.
	PINARD.

Professeurs honoraires

MM. SAPPEY, HARDY, PAJOT, REGNAULD.

Agrégés en exercice

MM.	MM.	MM.	MM.
BALLET.	GILBERT.	NETTER.	RICARD.
BAR.	GLEY.	POIRIER, chef des	ROBIN (Albert).
BLANCHARD.	HANOT.	travaux anatomi-	SCHWARTZ.
BRISSAUD.	HUTINEL.	ques.	SEGOND.
BRUN.	JALAGUIER.	POUCHET.	TUFFIER.
CAMPENON.	KIRMISSON.	QUENU.	VILLEJEAN.
CHANTEMESSE.	LETULLE.	QUINQUAUD.	WEISS.
CHAUFFARD.	MARIE.	REITTERER.	
DEJERINE.	MAYGRIER.	REYNIER.	
FAUCONNIER.	NELATON.	RIBEMONT-DESSAIGNES.	

Secrétaire de la Faculté : CH. PUPIN.

Par délibération en date du 6 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1892

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 18 Février 1892, à 1 heure

PAR

FERDINAND-VICTOR ANDRIEUX

Né à Appoigny (Yonne), le 14 août 1841.

ÉTUDE SUR LE DÉVELOPPEMENT

DE LA

LÉGISLATION SANITAIRE EN FRANCE

ET SES PRINCIPALES DISPOSITIONS

Président : M. LABOULBÈNE, professeur.

Juges : MM. TROISSIER, professeur.

SCHWARTZ, agrégé.

CHANTEMESSE, agrégé.

DIJON

IMPRIMERIE DARANTIERE

Rue Chabot-Charny, 65

1892

A LA MÉMOIRE DE MES PÈRE ET MÈRE

A MA FEMME

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR LABOULBÈNE

Membre de l'Académie de Médecine,
Médecin des Hôpitaux,
Officier de la Légion d'honneur.

A LA MÉMOIRE DE MON PREMIER MAÎTRE DANS LES HÔPITAUX

M. MOUTARD MARTIN

Ancien président de l'Académie de Médecine,
Officier de la Légion d'Honneur,
Médecin des Hôpitaux.



ÉTUDE SUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA LÉGISLATION SANITAIRE EN FRANCE
ET SES PRINCIPALES DISPOSITIONS

LÉGISLATION ANCIENNE

La protection de la santé publique est chose si nécessaire à l'existence même d'une nation, que de tout temps les législateurs en ont fait l'objet de dispositions spéciales, et l'ont toujours comptée parmi les plus importantes attributions des pouvoirs publics. En France elle ne semble pas avoir préoccupé beaucoup les premiers monarques, qui se contentent de maintenir quelques-unes des institutions romaines, sans y bien tenir la main, de sorte qu'elles disparaissent peu à peu malgré la tentative de Charlemagne pour les remettre en vigueur. Après lui, et durant l'époque féodale, les mesures de salubrité deviennent rares, autant que l'on en peut juger par ce qui s'en trouve dans les coutumes. Une institution toutefois se maintient, et prend une grande extension, c'est celle des maladreries pour l'isolement des malades atteints de la lèpre et de quelques autres maladies contagieuses. La rapide généralisation de

ces établissements est due à l'influence alors prépondérante de l'église, qui les avait en grande partie fondés, et y envoyait les malades après leur avoir dit une messe des morts et leur avoir interdit *aqua et ignis*, forçant ainsi la main au pouvoir civil, qui prend vis-à-vis de ces malheureux des mesures non moins énergiques.

Mais à partir du xiv^e siècle, avec l'extension de la puissance royale, sous l'influence du mouvement scientifique, et de plus en raison des épidémies de peste, qui envahissent l'Europe et la France, on voit successivement se multiplier les édits, les ordonnances royales et de police, les arrêts des parlements, les sentences des magistrats pour assurer la salubrité des villes et protéger la santé des habitants. Il se forme ainsi un ensemble remarquable de dispositions constituant une véritable législation hygiénique, très intéressante à connaître notamment en ce qui concerne Paris, et le ressort fort étendu de son parlement.

On y trouve réglementés : les mesures propres à assurer la propreté et la salubrité des localités et des habitations ; la surveillance des denrées alimentaires ; les établissements insalubres ; les précautions à prendre et l'organisation d'un service médical en temps d'épidémie ; l'exercice de la médecine, la vente des poisons, l'exercice de la pharmacie, la répression des fraudes sur les comestibles, les épizooties, la surveillance des nourrices.

Salubrité des localités et des habitations. — Philippe-Auguste ordonne au Prévost de Paris de faire procéder au pavage des rues pour en faciliter le nettoyage, car, nous dit Rigord, médecin et historien de ce Prince, la puanteur qui s'élevait des boues et immondices de la ville était si grande, qu'elle pénétrait jusque dans le palais de nos rois.

En 1388 Charles VI, par une ordonnance, prescrit le balayage et défend « que nul fut si hardi de porter ou jeter dans la rivière de Seine ni en aucuns de ses bras, aucunes boues, fumiers, gravois ou autres ordures à peine de 60 livres d'amende. » Cette ordonnance est rappelée dans les lettres patentes de 1404, et dans un édit de 1415. — Déjà d'après un édit de Dagobert I, il est prescrit que celui qui salirait ou corromprait l'eau d'une fontaine serait condamné à 6 sols d'amende.

Dans l'arrêt du parlement de Paris du 11 avril 1663, on trouve une disposition analogue à celle qui régit actuellement l'enlèvement des ordures à Paris :

« Tous les bourgeois et les habitants de ladite ville et faubourgs de Paris, de quelque état, qualité et conditions qu'ils soient, tant des grandes et principales rues que des médiocres et petites ruelles, feront nettoyer au balai devant leur maison, selon leur étendue tous les jours, garder à leur logis les boues, ordures et immondices, ou bien *les mettre dans un panier ou autre chose en attendant* que les tombereaux passent, à peine de 24 livres parisis d'amende, et même d'emprisonnement des domestiques contrevenants.

Ce même arrêt fait « très expresses inhibitions et défenses à toutes personnes, de quelques conditions qu'elles soient », d'élever chez elles des porcs, pigeons ou lapins à cause de « l'infection et mauvais air » qui en résulte.

L'ordonnance de Louis XIV, dite de la ville, du mois de décembre 1672, enregistrée au parlement, 27 février 1673, art. 9, fait : « défenses à toutes personnes de jeter dans le bassin de la rivière de Seine, le long des bords d'icelle, quais et ports de ladite ville aucunes immondices, gravois, pailles et fumiers, à peine de punition corporelle contre les serveurs et d'amende arbitraire au payement de laquelle pourront être les maîtres contraints. »

Depuis l'ordonnance du prévost de Paris, du 14 juillet 1371, enjoignant aux habitants d'arroser à la même heure au devant de leurs portes, on voit cette mesure renouvelée en 1392, 1397, 1787, 1789 et cette dernière ordonnance remise en vigueur par le préfet de police, le 14 thermidor an VIII.

La prohibition faite par l'arrêt du parlement de 1663 d'élever des animaux domestiques, en vue de la salubrité des habitations, remonte à saint Louis; Philippe VI, en 1348, Jean le Bon, en 1350, la formulent dans des édits ou des ordonnances. Ce dernier enjoint aux sergents de tuer les porcs qu'ils trouveront, leur en « octroie la tête pour leur salaire et donne le reste à l'Hôtel-Dieu, à charge d'en payer le port. » En 1368, 1502, mêmes défenses.

Pour les provinces, ce sont : la coutume d'Etampes :

« Défense à toute personne faisant sa demeure en cette ville d'y tenir bêtes à laine, porcs, oyes ou cannes, à peine de confiscation ou d'amende arbitraire. »

La coutume de Nivernais :

« Défense de nourrir, dans la ville de Nevers, aucuns pourceaux, truyes, boucs, chèvres, etc., et ordonne que ces défenses auront pareillement lieu dans les autres villes de la province. »

Les coutumes ont aussi réglé la construction des fosses d'aisances. Coutume de Paris : « Tous propriétaires de maisons de la ville et faubourgs de Paris sont tenus d'avoir latrines et privez suffisans en leurs maisons. » Même prescription dans les coutumes d'Etampes, Mantes, Calais, Tournai, de Nivernais, de Bourbonnais, etc.

Celle de Melun était sévère et pour sanction ajoutait : « qu'à ce faire, les propriétaires des maisons seront contraints par prises et exploitation de leurs biens, saisie et arrêt des loyers des maisons, et 20 livres parisis d'amende. »

Des arrêts du parlement de 1533 et 1538, un édit de François I^{er}, de 1539, l'arrêt de règlement général du parlement de Paris, du mois de juillet 1663, enjoignent « à tous propriétaires qui n'ont fosses ou retraits en leur maison d'en faire incessamment et sans délai. »

Des ordonnances de police en 1771, en 1780, et un arrêt de règlement du 5 août 1786, règlent la vidange.

Pour protéger l'eau des puits, lorsqu'il y avait mur mitoyen entre deux habitations, les fosses d'aisances ne pouvaient être construites du côté du mur opposé au puits qu'à une certaine distance qui était variable et réglée par les coutumes locales, auxquelles renvoie encore actuellement l'article 674 du Code civil.

L'encombrement des rues et des chemins et leur propriété sont réglementés par l'édit du mois de décembre 1697 sur les attributions du grand voyer. Il est chargé de faire enlever par les particuliers tout ce qu'ils auraient déposé sur la voie publique et qui pourrait encombrer ou incommoder les passants; en cas de résistance, il requiert assignation des délinquants devant le prévôt de Paris et les fait condamner; il a aussi qualité pour poursuivre devant la même juridiction ceux qui contreviendraient à la défense « de jeter, dans les rues, eaues ny ordures par les fenestres, de jour ny de nuit, ny pareillement tenir fiens, terreaux, bois, ny autres choses dans les rues et voyes publiques et encore sans incommoder les passants. »

Surveillance des denrées alimentaires. — Elle commence à apparaître du temps de saint Louis. Etienne Boileau, prévôt de Paris, réunit les rotisseurs en corporation et dans les statuts qu'il y établit, il est dit :

« Que nul ne cuise ou rotisse ouës viels, aigneaux, chevreaux ou cochons, se ils ne sont bons et loyaux, pour

mangier et pour vendre, et ayant bonne mouëlle; sur la peine de l'amende de 10 sols.

« Que nul ne cuise char de beuf, de mouton, ne de porc se elle n'est bonne, loyale et souffisante à bonne moëlle; sur la peine susdite. »

Un édit de Jean le Bon (1350) établit des inspecteurs pour les métiers et les marchandises qui se vendent à Paris, « les visiteurs, regardeurs et maîtres visiteront, regarderont et rapporteront les défauts qu'ils y trouveront aux commissaires, au prévôt de Paris et aux auditeurs du Chastelet. »

De la Saint-Remy jusqu'à Pâques, le poisson de mer pourra être gardé deux jours; de Pâques à la Saint-Remy, il doit être vendu le jour même de son arrivée; « qui plus le gardera en ces deux saisons, si comme dit est, le poisson sera perdu, et sur 5 sols d'amende, etc. » Il est également défendu de « brouëiller ne gaschier le poisson » pour en cacher la mauvaise qualité.

Charles VI, en 1394, donne aux vinaigriers des statuts qui sont renouvelés en 1661 pour la communauté des vinaigriers, moutardiers, distillateurs en eau-de-vie, et buffetiers de la ville, des faubourgs, de la prévôté, etc. de Paris.

« Article premier. — D'autant que la vie des hommes dépend d'une fidélité inviolable, en la confection des sauces, moutardes et autres denrées dépendantes du dit art, nul ne s'en pourra mêler dorénavant qu'il ne soit expert, habile et reconnu dans une approbation générale. »

Les statuts des poulaillers et rôtisseurs donnés en 1380 disent que les jurés du métier visiteront les boutiques et magasins trois ou quatre fois par semaine, le gibier ou les volailles corrompus seront jetés à la voirie ou brûlés. Si les jurés sont convaincus de n'avoir pas fait leur devoir, ils sont condamnés à l'amende.

Sont exclus du commerce du beurre, par les statuts de

la corporation des beurriers, toutes personnes qui manient des marchandises de mauvaise odeur, tels que les chandeliers, apothicaires, épiciers, etc.

Un arrêt du parlement de Paris en 1555 rappelle les bouchers à leurs devoirs. En 1587 Henri III leur donne des statuts, où il est dit que « les jurés bouchers seront tenus de bien et duement visiter les bêtes amenées pour être tuées, et exposées en vente. »

Un arrêt du parlement de Toulouse rendu quelques années après enjoint aux capitouls de faire visiter la viande avant sa mise en vente, et prohibe la viande des animaux morveux ou atteints d'autres maladies infectieuses.

La coutume de Chartres punit de 7 sols et 6 deniers blancs d'amende le boucher qui vend de mauvaise viande. Celle de Saint-Sevère le condamne à 3 livres 7 sols et 6 deniers tournois, et assimile la vente de « chair de femelle pour celle de mâle, quant aux bestiaux où cette différence est à observer », à la tromperie sur la qualité.

En 1666 le lieutenant de police assemble plusieurs médecins, et les consulte sur le point de savoir si l'emploi de la levure de bière, dans la fabrication du pain, n'était point nuisible. Ils délibèrent en sa présence, mais les voix étant partagées, ce magistrat les invite à traiter cette question à fond dans leur école. Tous les docteurs de la faculté furent assemblés, la discussion fut longue et orageuse; dans la séance du 24 mars 1668 on vota; il y eut trente suffrages favorables à l'emploi de la levure de bière, et quarante-cinq défavorables. L'usage de la levure de bière dans la fabrication du pain fut condamné.

Cette prohibition ne paraît pas avoir été observée bien rigoureusement, et un arrêt du parlement, rendu le 21 mars 1670, établit une transaction en faisant seulement défense aux boulangers d'employer, dans le petit pain, d'autre le-

vure de bière que celle qui se fait à Paris. Guy-Patin, Nicolas Brayer, Blondel et Courtois, docteurs régents nommés experts, avaient conclu contre ; Rainsent et Perrault, aussi docteurs régents et experts, avaient conclu pour. Une ordonnance de 1699 défend aux boulangers d'employer de la farine défectueuse, ni de vendre du pain aigre, corrompu ou de mauvaise qualité.

Une ordonnance de police de 1742 défend aux confiseurs, pâtisseries, et autres d'employer la gomme gutte, les cendres bleues, les préparations de cuivre, les préparations de plomb, telles que le minium, le vermillon, et toutes les matières qui peuvent nuire à la santé.

Etablissements insalubres. — Le point de départ des mesures prises au sujet des établissements incommodes, insalubres ou dangereux, se trouve dans une sentence du Châtelet de 1487 rendue sur la requête du procureur du roi, contre Colin Gosselin, potier de terre, aux fins de lui faire transporter ses fourneaux hors Paris.

Les magistrats pour s'éclairer sur la question avaient nommé comme experts Jacques de Bruges et Guillaume Miret, docteurs en médecine, et Philippe Rogue, chirurgien juré du roi. Leur rapport conclut que la fumée des fourneaux peut être « préjudiciable à la santé des corps humains, et que de ce pouvait leur survenir plusieurs mauvaises maladies et accidents », et que l'on doit éloigner ces établissements.

Un arrêt du Parlement généralise la mesure pour tous les potiers de terre en 1497.

Un règlement du 4 février 1567, fait en conseil du roi, prescrit d'éloigner des villes les tanneries, mégisseries, teintureries, corroieries, et de faire clore celles qui y sont installées.

En 1577 un édit de Henri III, un arrêt du conseil en 1672, un arrêt du parlement de 1673, éloignent les tanneries de l'intérieur de Paris.

Les chiffonniers sont réglementés par l'ordonnance de police du 10 juin 1701 ; il leur est fait défense « de vaquer par les rues, ni d'amasser des chiffons avant la pointe du jour ; d'avoir dans leurs maisons plus d'un chien. » Il est aussi fait défense « aux dits chiffonniers et écorcheurs de chiens et autres animaux, et à toutes autres personnes telles qu'elles puissent être de fondre, ni de faire fondre en leurs maisons aucunes graisses de chevaux, chiens, chats et autres animaux. La fonte sera faite hors la ville et à telle distance que la mauvaise odeur n'en puisse incommoder les citoyens. »

Les lettres patentes de 1763, l'ordonnance de police de 1781 défendent d'établir dans la ville de Paris aucun atelier, manufacture ou laboratoire, qui pourrait compromettre la salubrité ou causer un incendie, sans déclaration préalable au lieutenant de police.

La loi du 13 novembre 1791, article unique, étend à toutes les villes les dispositions des anciennes ordonnances à ce sujet et en décide le maintien provisoirement.

Précautions pour combattre les épidémies, et organisation du service médical. — Ce sont d'abord les lépreux rejetés de la communauté chrétienne par l'église, qui font l'objet de nombreux arrêts et ordonnances jusqu'en 1696. Cette année le parlement enregistra une ordonnance de Louis XIV rendue en 1693 pour supprimer les léproseries ; en même temps disparaissent les dispositions des coutumes qui n'étaient rien moins que clémentes.

En Normandie la lèpre est réputée entraîner la mort civile. Les coutumes de Lille et de Hainaut veulent que le lé-

preux étranger soit expulsé ; quant au lépreux indigène, on lui construit une maison en bois montée sur quatre étais, et après sa mort maison, lit et habits doivent être brûlés.

Dans le Boulonais la coutume avait prescrit la déclaration obligatoire, à peine de confiscation des biens des habitants de la paroisse, qui ne dénonceraient pas leurs lépreux pour les faire isoler.

L'apparition de la peste donne lieu à un surcroît de précautions, et à un appel plus pressant aux lumières du corps médical. Une ordonnance du prévôt de Paris en 1510 prescrit que : « Dans toute maison infectée de peste, il sera mis à l'une des fenêtres, ou dans tout autre lieu plus apparent, une botte de paille, qui sera laissée deux mois après la cessation de la maladie. » Le 30 septembre 1522 le parlement demande au roi de faire cesser les audiences, s'appuyant sur la déposition, sous serment, de quatre médecins, et sur la déclaration des curés de Saint-Germain-l'Auxerrois, de Saint-Etienne-du-Mont, Saint-Séverin et Saint-Eustache, qu'il y a péril imminent à continuer les assemblées.

Un arrêt de règlement du parlement de Paris le 15 septembre 1533 prescrit :

Le nettoyage des maisons ; défend de souiller l'eau de la rivière ; ordonne d'éloigner de la ville les tanneurs, pelletiers et mégissiers ; fait défense de vendre des meubles ou effets ayant appartenu à des pestiférés.

Il établit en outre un prévôt de la santé et trois aides ; nomme « quatre médecins docteurs régents, et habiles tant en théorie que pratique, pour visiter et médicamenter les malades de peste dans les villes et fauxbourgs. »

Ces médecins reçoivent des appointements, et ne doivent point voir d'autres malades que les pestiférés tant que dure l'épidémie, et quarante jours après qu'elle a cessé.

Pour que les habitants puissent se garer du danger, on devra, dans toute maison où il y a un pestiféré, mettre une croix de bois aux fenêtres, et une à la porte principale.

Pour chaque quartier deux marguilliers font procéder promptement à l'inhumation ; un commissaire fait nettoyer la maison, tenir les fenêtres ouvertes, et les portes fermées.

A l'Hôtel-Dieu où sont transportés les malades de la peste on pratique l'isolement.

Un nouvel arrêt du parlement fait défense, en 1553, à tous hôteliers ou autres de loger avant les délais prescrits, et ordonne de marquer les maisons infectées d'une croix blanche, et aux marguilliers de nommer un fossoyeur pour inhumer les corps.

La cour en 1561 est avertie que la peste revient, les arrêts précédents sont tous remis en vigueur, et de plus il est nommé huit médecins, au lieu de quatre, pour soigner spécialement les pestiférés.

Le prévôt de Paris, dans une ordonnance de 1596, enjoint aux barbiers et chirurgiens qu'à l'instant qu'ils auront vu ou découvert quelqu'un qui soit frappé de la peste, de le dénoncer au commissaire de quartier, à peine d'amende arbitraire et d'être chassés de la ville.

Une ordonnance du Chatelet dit que les malades seront tenus de faire des feux dans les cours et les chambres pendant quarante jours ; les bourgeois et chefs d'hôtels sont tenus de fournir du bois le jeudi et le dimanche, en leur dizaine, pour entretenir ces feux matin et soir. Ceux qui seront convaincus d'avoir effacé les croix auront le poing coupé.

Un arrêt de 1631 enjoint aux médecins de dénoncer les pestiférés au commissaire de quartier, comme sont tenus de le faire les barbiers et les chirurgiens.

Des épidémies de dyssenterie survenues en 1665, 1670,

1703 donnent lieu à des ordonnances de police prohibant la vente des raisins et des melons.

Exercice de la médecine. — Il semble avoir été réglé dès 1220 ; un édit de 1352, renouvelé en 1353, défend de pratiquer la médecine si l'on n'a été reçu par les maîtres en cet art. Des lettres patentes du 20 août 1390 données par Charles VI concernent la capacité des médecins et des chirurgiens, et les preuves qu'ils doivent donner avant leur réception. Un édit du mois de mai 1579, rendu par Henri III, décide que « nul ne pourra pratiquer la médecine à Paris qu'il ne soit reçu docteur en la dite faculté. »

Un arrêt de parlement est rendu, en 1536, pour les précautions qui doivent être observées dans la composition et le débit des remèdes pour n'en avoir que de bons et utiles à la santé, et à cet effet décide qu'il y aura des inspecteurs.

En 1597, deux arrêts du Parlement de Paris ordonnent : l'un que les drogues des apothicaires seront visitées par des médecins ; l'autre qu'il sera dressé un dispensaire, déjà ordonné par de précédents arrêts, pour être gardé par les apothicaires de la cour. A cet effet sont nommés MM. Etienne Laffilé, Albert Lefèvre, Michel Marescot, Nicolas Allain, Jean Martin, Barthélemy Perducis, Jean Hautin, Jean Riolan, Jean le Moine, Jean Duret, Simon Pietre, Jacques Cousinot, docteurs régents de la faculté de médecine. C'est le premier codex.

Par arrêt du 15 septembre 1598 le Parlement de Paris renouvelle les défenses déjà faites « à tous empiriques, non approuvés par la Faculté de médecine, de pratiquer l'art de guérir, et à tous apothicaires et épiciers de délivrer aucune drogue, sinon sur ordonnance des docteurs de la Faculté,

des médecins ordinaires du roi, ou de ceux des princes du sang.

En 1610 sentence de police pour la visite des drogues chez les médecins et les apothicaires. Puis sentences du Chatelet en 1637 et 1697 qui condamnent des empiriques à 300 et 600 livres d'amende.

Règlementation de la vente des poisons. — Sous Louis XIV les empoisonnements se produisent en telle quantité, que des lettres patentes en 1679 instituent une chambre criminelle, dite des poisons, pour juger spécialement les individus accusés de ces crimes. Et en 1682 une ordonnance règle la vente des substances vénéneuses.

« Seront réputez, y est-il dit, au nombre des poisons non seulement ceux qui peuvent causer une mort prompte et violente, mais aussi ceux qui en altérant peu à peu la santé causent des maladies ;..... et en conséquence défendons à toutes sortes de personnes, à peine de la vie, même aux médecins, apothicaires et chirurgiens, à peine de punition corporelle, d'avoir et garder de tels poisons simples ou préparez.

« A l'égard de l'arsenit, du réagale, del'orpiment et du sublimé : Nous voulons qu'il ne soit permis qu'aux marchands qui demeurent dans les villes d'en vendre et d'en délivrer eux-mêmes, seulement aux médecins, apothicaires, chirurgiens, orfèvres, teinturiers, maréchaux et autres personnes publiques, qui par leurs professions sont obligées d'en employer, lesquelles néanmoins écriront en les prenant, sur un registre particulier tenu à cet effet par les dits marchands, leurs noms, qualités, demeure, et la quantité qu'ils auront prix. Enjoignons à tous ceux qui ont droit par leur profession de vendre ou d'acheter des susdits minéraux, de les tenir en des lieux seurs, dont ils garderont eux-

mêmes la clef, etc... A peine de 3000 livres d'amende. »

La déclaration du 25 avril 1777 reproduit les mêmes dispositions, et édicte la même peine. Celle du 18 pluviôse an XI également.

Exercice de la pharmacie. — Bien que la corporation des apothicaires n'ait été séparée de celle des épiciers, sous le nom de collège de pharmacie, que par l'ordonnance de 1777, la profession n'en était pas moins réglementée depuis longtemps. A propos d'une contestation entre les religieuses de Sainte-Geneviève et les jurés chargés de veiller à la bonne composition des remèdes, Charles VIII décide par ordonnance que « l'état d'apotiquairerie et d'épicerie sont métiers jurés » ; le droit de visite fut confirmé par arrêt, et les religieuses durent soumettre à l'inspection les remèdes qu'elles débitaient.

En 1571 un arrêt prescrit la visite des drogues qui arrivent chez les merciers ; et en 1597 les gardes apothicaires sont blâmés, et condamnés à une aumône, pour avoir différé l'exécution d'un arrêt concernant la visite de leurs drogues. Un arrêt de 1633 taxe le prix de leurs sirops.

Puis une déclaration du roi du 25 avril 1777 enregistrée le 13 mai porte :

« Les maîtres apothicaires de Paris, et ceux qui sous le titre de privilégiés exerçaient la pharmacie dans la dite ville et faubourgs, seront et demeureront réunis pour ne former à l'avenir qu'une seule et même corporation sous le nom de collège de pharmacie, et pourront seuls avoir laboratoire et officine ouverte ; nous réservant de leur donner des statuts. »

Il est défendu aux épiciers et à tous autres de fabriquer, vendre, aucune mixture entrant au corps humain,... sous peine de 500 livres d'amende.

Cette ordonnance fait encore loi aujourd'hui.

Répression de la fraude sur les denrées alimentaires. — Outre les nombreuses ordonnances, arrêts, édits, et sentences rendus pour assurer la salubrité des denrées alimentaires, il en intervient aussi pour réprimer les fraudes.

Le prévôt de Paris, par ordonnance du 25 novembre 1396, fait défense à toutes personnes qui font le commerce de beurre frais ou salé, d'y mêler pour leur donner une couleur plus jaune des fleurs de souci, ou tout autre herbage, fleur, ou drogue, à peine de confiscation et d'amende arbitraire.

Les statuts donnés à la corporation des beurriers en 1412 contiennent les mêmes défenses.

En 1697, une sentence du lieutenant de police condamne deux vigneron pour avoir vendu du vin contenant de la litharge, « ce qui a, dit la sentence, donné des coliques très vives et très douloureuses » aux plaignants. Le rapport d'expertise avait été fait par Boudin, docteur régent et doyen de la faculté de Paris.

Autre sentence de police, en 1701, pour condamner à l'amende des commerçants en vin qui le falsifiaient non plus avec la litharge seule, mais encore avec du bois des Indes, des raisins de bois, de la colle de poisson, etc.

Des lettres patentes de 1787 portent défense d'introduire dans les vins, cidres et autres boissons quelconques, la céruse, la litharge, toute préparation de cuivre, etc. La condamnation sera prononcée sur les poursuites du ministère public, et la peine de trois années de galères et 1000 livres d'amende.

La mise en vente de lait aigre, écrémé ou mélangé d'eau, de farine, de jaunes d'œufs ou autres corps étrangers, est formellement interdite et punie par l'ordonnance du

20 avril 1772 de 200 francs d'amende par chaque contravention.

Il est défendu à toutes personnes vendant du lait d'en déposer sous tel prétexte que ce soit dans des vaisseaux de cuivre, à peine de confiscation et 300 francs d'amende (Déclaration du 13 juin 1777).

Epiçooties. — L'arrêt de la cour du Parlement du 24 mars 1745 règle ainsi la question :

« La cour faisant droit sur la requête du Procureur général, ordonne :

« Que dans les lieux où les maladies des bœufs, vaches et veaux a commencé à se faire sentir, les officiers soit du roi, soit des seigneurs haut-justiciers, auxquels la police appartient chacun dans leur territoire, même les syndics des communautés, en cas d'absence desdits officiers, seront tenus de faire la déclaration exacte des bœufs, vaches, etc., et de les faire visiter par personnes à ce intelligentes, deux fois la semaine au moins, le tout sans frais, pour connaître s'il n'y a point de bêtes infectées de la maladie.

« Enjoint à tous ceux qui auront du bétail malade de le déclarer incontinent aux dits officiers. »

L'arrêt prescrit ensuite l'isolement des animaux malades, fait défense de les vendre, de les tuer pour en débiter la viande ; ordonne sitôt les bêtes mortes de les enterrer avec la peau dans des fosses de huit à dix pieds de profondeur, puis de jeter dessus de la chaux vive.

Un arrêt du conseil du roi, l'année suivante, complète les instructions sur les précautions à prendre contre les maladies épidémiques des bestiaux.

Un autre avis du conseil du roi, daté du 16 juillet 1784, est donné sur les mesures à prendre pour prévenir les dangers des maladies des animaux, et particulièrement la morve.

La déclaration doit être faite de tous animaux malades, aux maires, échevins ou syndics. Il est nommé des experts vétérinaires pour les visites à faire.

Tous maréchaux, bergers et autres sont tenus de déclarer la maladie dont est atteint l'animal auquel il donne des soins ; le subdélégué le visite, et, s'il y a lieu, le marque au front d'un cachet de cire verte portant ces mots : *animal suspect*.

Les bestiaux morts de maladie infectieuse seront enfouis dans des fosses de dix pieds.

Surveillance des nourrices. — Elle est établie par la déclaration du roi du 25 janvier 1715, enregistrée le 14 février, portant règlement pour les recommandaresses et nourrices.

Chaque recommandaresse doit avoir un registre paraphé du lieutenant de police ; il y est fait mention du nom et de l'âge de l'enfant donné à la nourrice, du nom, de la demeure et de la profession du père ou de la personne de qui elle aura reçu l'enfant. La recommandaresse délivrera à la nourrice une copie du tout, signée d'elle et visée par le commissaire.

A son arrivée à son domicile, la nourrice doit présenter cette copie au curé de la paroisse qui lui en donne certificat, lequel elle doit envoyer au lieutenant de police.

Une autre déclaration du roi, de 1727, renouvelle la précédente et défend en outre aux nourrices et aux meneurs de venir prendre des enfants à Paris pour les remettre à d'autres nourrices lorsqu'elles seront arrivées à leur pays, ou d'en venir prendre sous de faux certificat, à peine de punition corporelle.

Défense aux nourrices qui se trouvent grosses de prendre des enfants pour les nourrir ou allaiter, sous les mêmes peines, et en outre 50 livres d'amende contre les maris.

On ne doit pas non plus donner plus d'un enfant à la fois à nourrir et allaiter à une nourrice.

Cette législation ancienne, on le voit, dans son ensemble touche à un nombre important de questions d'hygiène publique, cherche à bien les résoudre et s'est évidemment appuyée sur les données scientifiques et les indications des corps médicaux. Elle est l'origine de nos dispositions législatives ou réglementaires hygiéniques actuelles, quelques-unes des ordonnances qui la composent sont encore en vigueur actuellement. Mais toutes ces prescriptions ont un défaut qui en paralyse considérablement la valeur : elles n'ont d'unité ni dans l'origine, ni dans l'application, ni dans la direction, relevant tantôt de la coutume, tantôt du roi, par les édits et ordonnances, tantôt des parlements, des lieutenants de police, des prévôts, des magistrats et d'autres officiers royaux.





LÉGISLATION ACTUELLE



ATTRIBUTIONS DONNÉES A L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE

La transformation opérée dans notre droit public par les lois de la révolution a nécessairement retenti sur la législation relative à l'hygiène publique. Non point que celle-ci ait été modifiée dans ses textes, tout au moins immédiatement, quant aux différentes mesures édictées; mais elle acquiert pour ses applications, son exécution, sa réglementation, l'unité et l'uniformité qui jusqu'alors lui ont fait absolument défaut.

A la souveraineté royale se substitue la souveraineté nationale; les pouvoirs sont séparés quant à leur exercice, et les autorités reçoivent chacune des attributions spéciales. C'est à l'autorité administrative et au pouvoir exécutif dont elle relève, que l'assemblée nationale confie la sauvegarde de la santé publique. Dans la loi du 14 décembre 1789, elle établit que « les corps municipaux devront faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, et notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics. »

Ces fonctions sont comptées au nombre de celles propres au pouvoir municipal, « parce qu'elles intéressent directement et particulièrement chaque commune que la

municipalité représente. » Mais elles sont exercées sous la *surveillance* et *l'inspection* des assemblées administratives de département, chargées elles-mêmes, par le décret du 22 décembre 1789, « sous *l'autorité* et *l'inspection* du roi, chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume de veiller 1°..., 2°..., 3°...

« 9° Au maintien de *la salubrité*, de la sûreté et de la tranquillité publique. »

Les corps municipaux sont en outre constitués juges en matière de police municipale par la loi du 24 août 1790 : « Ils veilleront, dit-elle au titre XI, et tiendront la main, dans l'étendue de chaque municipalité, à l'exécution des lois et règlements de police et *connaîtront du contentieux* auquel cette exécution pourra donner lieu » (Art. 1^{er}).

« Les poursuites contre les contrevenants ont lieu d'office par le procureur de la commune » (Art. 2).

L'article 3 énumérait les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux ; il est reproduit à peu près littéralement par la loi du 5 avril 1884 qui l'a abrogé.

Ces attributions sont complétées par la loi des 19-22 juillet 1791 sur la police municipale, où l'on trouve :

« ART. 13. — La municipalité, soit par voie d'administration, soit comme tribunal de police, pourra, dans les lieux où la loi n'y aura pas pourvu, commettre à l'inspection de la salubrité des comestibles et médicaments un nombre suffisant de gens de l'art ; lesquels rempliront à cet égard seulement les fonctions de commissaire de police.

« ART. 29. — Les règlements actuellement existant sur.... la salubrité des comestibles et médicaments continueront d'être exécutés jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. Il en sera de même de ceux qui établissent des dispositions

de sûreté pour l'achat des drogues, médicaments et poisons.

« ART. 42. — Le tribunal de police sera composé de trois membres (ou plus, suivant la population) que les officiers municipaux choisiront parmi eux.

« ART. 46. — Aucun tribunal de police municipale, ni aucun corps municipal, ne pourra faire de règlements : le corps municipal néanmoins pourra, sous le nom et l'intitulé de *délibérations*, et sauf la réformation, s'il y a lieu, par l'administration du département, sur l'avis de celle du district, *faire des arrêtés* sur les objets qui suivent :

« 1° Lorsqu'il s'agira d'ordonner les précautions locales sur les objets confiés à sa vigilance et à son autorité par les art : 3 et 4 du titre XI du décret sur l'organisation judiciaire ; — 2° de publier de nouveau les lois et règlements de police, ou de rappeler les citoyens à leur observation.

La loi sur la police rurale des 28 septembre et 6 octobre 1791 porte également que :

« Les officiers municipaux veilleront généralement à la tranquillité, à la salubrité, et à la sûreté des campagnes. »

C'est donc à l'administration communale que les lois de l'assemblée nationale donnent le pouvoir le plus étendu, car ses actes sont soumis seulement à la surveillance de l'administration départementale, et celle-ci, pas plus que l'administration centrale, ne peut lui imposer des mesures qu'elle ne voudrait pas prendre ; la surveillance n'entraînant que l'annulation, ou la suspension des actes.

L'autorité départementale a bien pour le département les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'autorité municipale pour la commune ; mais elle est soumise à l'autorité de l'administration centrale, qui peut au besoin lui imposer sa volonté, ainsi qu'il résulte des dispositions de la loi du 22 décembre 1789.

L'administration centrale doit veiller à l'exécution des lois et règlements, et est armée du droit de prendre des mesures qui s'étendent à tout le territoire national.

La convention, dans la constitution et les lois de l'an III, tout en modifiant l'organisation des municipalités, laisse aux agents municipaux, dans chaque commune, les fonctions de police remplies auparavant par les corps municipaux, et par là ne change rien en fait à la législation hygiénique.

Au système de décentralisation des lois précédentes, la loi du 28 pluviôse an VIII substitue la centralisation. Partant de ce principe qu'agir est le fait d'un seul, et délibérer le fait de plusieurs, elle supprime les corps municipaux, les agents municipaux, et les administrateurs de départements.

Elle donne l'autorité administrative au préfet seul pour le département, et au maire seul pour la commune; à côté d'eux elle place des conseils pour la gestion des affaires départementales ou communales. Mais elle les laisse seuls et sans conseils agir en tant que représentants de la puissance exécutive. De la sorte ils ont exclusivement qualité pour régler les questions d'hygiène publique chacun dans leur système d'action.

La loi du 18 juillet 1838 maintient ces dispositions. Elle place dans les attributions du maire : la police et la voirie municipales, la police rurale, le pouvoir de prendre des arrêtés à l'effet d'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité, de publier de nouveau les lois et règlements de police, et de les faire observer.

Le préfet peut annuler ces arrêtés ou en suspendre l'exécution.

Sous l'empire de cette loi, nous voyons jusqu'en 1884 :

1° Le maire avoir seul le droit de prendre pour la commune les arrêtés relatifs à la salubrité publique.

2° Le Préfet pouvoir critiquer ces arrêtés, mais non les remplacer; avoir le droit toutefois de faire des arrêtés applicables à toutes les communes du département.

Une controverse s'était élevée qui portait sur le point de savoir si en matière de sûreté, de salubrité et de tranquillité publiques, le préfet pouvait substituer son autorité réglementaire à celle du maire. La question portée devant la cour de cassation a été résolue négativement par un arrêt du 27 janvier 1854. Cette jurisprudence a été maintenue jusqu'à la loi du 5 avril 1884.

Dans cette loi, le législateur en réglant les attributions des maires modifie les rapports entre les autorités départementales et municipales en matière de salubrité, sûreté et tranquillité publique. Comme dans la loi de 1838 et les lois antérieures, le maire est chargé :

« ART. 91. — Sous la surveillance de l'administration supérieure, de la police municipale, et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure, qui y sont relatifs.

« ART. 94. — De prendre des arrêtés à l'effet :

« 1° D'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ;

2° De publier de nouveau les lois et règlements de police et de rappeler les citoyens à leur observation.

« ART. 95. —

« Le Préfet peut annuler les arrêtés ou en suspendre l'exécution...

« ART. 97. — La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.

« Elle comprend notamment :

« 1° Le nettoyage des rues, quais, places et voies publiques, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou aux parties d'édifices qui puisse nuire par sa chute, ou

celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ;

« 3° »

le maintien du bon ordre dans les lieux publics.

« 5° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente.

« 6° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant s'il y a lieu l'intervention de l'administration supérieure. »

Jusqu'ici il n'y a aucune modification sensible apportée aux lois de l'assemblée nationale, de la convention, du consulat, et de 1837, mais l'article 99 en constitue une capitale. Introduit au cours de la discussion, à titre d'amendement, il porte que :

« Les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de l'article 91, ne font pas obstacle au droit du préfet de prendre pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

« Ce droit ne pourra être exercé par le préfet à l'égard d'une seule commune, qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultats. »

Par cette disposition le législateur a mis l'autorité administrative supérieure à même de rappeler au pouvoir municipal telle mesure d'hygiène publique qu'il aura négligée, de la lui indiquer s'il l'ignore, de la lui imposer s'il refuse de

la prescrire et d'en assurer l'exécution. Et il est à remarquer que si, pour une commune, le préfet, avant de substituer son autorité à celle du maire, doit mettre celui-ci en demeure, il peut pour deux ou plus grand nombre de communes, intervenir directement.

On peut donc dire que l'administration centrale possède non seulement la direction, mais aussi l'action en tout ce qui concerne l'hygiène publique, et que la loi de 1884 a introduit dans l'organisation de l'hygiène publique une concentration des plus utiles.

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AU PRÉFET DE POLICE
A PARIS

La loi du 28 pluviôse an VIII porte dans son article 16 qu'à Paris : « Un préfet de police sera chargé de ce qui concerne la police », et un arrêté des consuls du 12 messidor de la même année a réglé ses attributions.

Le préfet de police exerce ses fonctions sous l'autorité immédiate des ministres ; il peut de nouveau publier les lois et règlements de police, et rendre des ordonnances tendant à en assurer l'exécution. La police municipale est dans ses attributions ; par suite, l'arrêté le charge de tout ce qui a rapport à la petite voirie ; de procurer la liberté et la sûreté de la voie publique ; il doit faire enlever les boues, matières malsaines, neiges, glaces, décombres, etc. ; il fait faire les arrosements dans la ville, dans les lieux et dans les saisons convenables.

L'art. 23 concerne la salubrité ; il est ainsi conçu :

« Le préfet de police assurera la salubrité de la ville : en prenant des mesures pour prévenir et arrêter les épidémies, les épizooties, les maladies contagieuses ; en faisant obser-

ver les règlements de police sur les inhumations ; en faisant enfouir les cadavres d'animaux morts, surveiller les fosses vétérinaires, la construction, entretien et vidange des fosses d'aisance ; en faisant arrêter, visiter les animaux suspects de mal contagieux, et mettre à mort ceux qui en seront atteints ; en surveillant les échaudoirs, fonderies, salles de dissection, et la basse geôle ; en empêchant d'établir dans l'intérieur de Paris des ateliers, manufactures, laboratoires ou maisons de santé, qui doivent être hors de l'enceinte des villes, selon les lois et règlements ; en empêchant qu'on ne jette ou ne dépose dans les rues aucune substance malsaine en faisant saisir ou détruire dans les halles, marchés et boutiques, chez les bouchers, boulangers, marchands de vin, brasseurs, limonadiers, épiciers-droguistes, apothicaires ou tous autres, les comestibles ou médicaments gâtés, corrompus ou nuisibles. »

Un décret du 10 octobre 1859 fait passer quelques-unes des attributions du préfet de police dans celles du préfet de la Seine, en ce qui concerne l'hygiène publique ; ce sont celles qui ont trait aux questions relatives à l'éclairage, au balayage, à l'arrosage de la voie publique, à l'enlèvement des boues, neiges et glaces, au curage des égouts et des fosses d'aisances.

Le préfet de police conserve néanmoins le droit, dans les matières énumérées au décret, d'indiquer au préfet de la Seine, et de requérir de lui les mesures qu'il juge indispensables, et si ces indications ou ses réquisitions restent sans effet, il en réfère au ministre compétent.

Il ressort de ces dispositions que pour les mesures d'hygiène et de salubrité publiques, le préfet réunit les mêmes pouvoirs que les maires dans les communes et les préfets dans les départements, et qu'il agit directement sous l'autorité du ministre, et non sous celle du préfet de la Seine.

DROIT SPÉCIAL CONFÉRÉ AUX CONSEILS MUNICIPAUX PAR LA
LOI DE 1850 SUR L'ASSAINISSEMENT DES HABITATIONS

La loi des 19 janvier, 7 mars, 13 et 22 avril 1850, donne aux conseils municipaux un droit spécial en matière d'hygiène publique, elle fait rentrer dans le cadre de leur délibération, avec un caractère tout facultatif, les mesures destinées à l'assainissement des logements insalubres occupés par d'autres que le propriétaire, l'usufruitier et l'usager.

C'est le logement des pauvres et de l'ouvrier qui est surtout visé ; M. de Riancey, rapporteur de la loi, disait :

« L'habitation est une des choses les plus importantes de la vie du pauvre et de l'ouvrier, c'est le centre de ses affections, c'est le lieu de son repos ; c'est là, qu'après les longues fatigues d'une journée passée au loin, il trouve les délassements, les joies et les peines de la famille. Pour la femme, pour les enfants, c'est la résidence continue du jour et de la nuit, c'est l'horizon tout entier. »

Réaliser cette idée philanthropique et économique de l'habitation saine et agréable pour les classes pauvres et laborieuses, et en même temps ménager le droit des propriétaires, tel était donc le problème. Le législateur a pensé y arriver ; mais il a déployé un tel luxe de tempéraments, de conditions, de procédure, que la loi est aujourd'hui à peu près lettre morte.

Il faut en effet :

Que l'attention du conseil municipal soit appelée sur ce fait qu'il y a des logements insalubres dans la commune ;

Qu'il délibère s'il y a lieu de nommer une commission pour les rechercher, et, dans l'affirmative, nomme cette commission ; il faut que cette délibération soit spéciale ;

Que les recherches et les indications de la commission ne portent que sur des maisons habitées par d'autres que les propriétaires, usufruitiers ou usagers ;

Que l'insalubrité soit telle qu'elle puisse porter atteinte à la vie ou à la santé des habitants ; et en outre qu'elle provienne du fait du propriétaire.

Quant aux formalités, elles permettent aux causes d'insalubrité de continuer leur œuvre nocive encore un long temps ; car la commission nommée, après les recherches faites et les mesures à prendre indiquées, doit rédiger un procès-verbal que les intéressés ont un mois pour critiquer, à dater du jour où ils sont mis en demeure. Ce délai expiré, le conseil municipal est appelé à délibérer sur les travaux à exécuter, ou à indiquer les habitations non susceptibles d'assainissement. La délibération doit être notifiée aux intéressés qui ont un recours ouvert devant le conseil de préfecture. Un délai d'un mois est accordé du jour de la notification de l'arrêté municipal ; et le recours est suspensif. Le conseil de préfecture prononce son jugement ; si le propriétaire résiste, un procès lui est intenté, il est condamné à une amende qui peut varier de 16 fr. à 100 fr., et il a encore un an pour exécuter les travaux prescrits avant de pouvoir être poursuivi.

Si le logement est déclaré inhabitable, le maire peut en interdire provisoirement la location ; mais cette interdiction n'est absolue que par décision du conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'Etat.

Si l'insalubrité provient de causes extérieures permanentes, ou si pour la supprimer des travaux d'ensemble sont nécessaires, la commune peut acquérir en recourant aux formalités de l'expropriation.

Quant au propriétaire, à l'usufruitier et à l'usager, ils ont le droit le plus absolu à l'insalubrité. Ceci ressort im-

plicitement de la loi, et d'une disposition de la loi du 5 mai 1855 qui dans son article 50 confiait aux maires, dans les communes chefs-lieux de département dont la population excédait 40.000 âmes, le soin de veiller à la salubrité des constructions privées. La loi de 1884 ayant abrogé celle de 1855, l'égalité a été rétablie entre tous les propriétaires.

Une disposition de la loi de 1850 est intéressante pour le médecin, en ce qu'elle rend nécessaire dans la commission la présence, comme membre, d'un médecin qui pourra être choisi hors de la commune.

« L'impartialité et le besoin de connaissances spéciales, dit le rapport, nécessitent cette faculté. »

Les conseils municipaux se désintéressent généralement de la question, et l'on ne voit pour ainsi dire point de commission fonctionner.

CORPS CONSULTATIFS INSTITUÉS PAR LES RÈGLEMENTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

On ne comprendrait guère la réglementation des mesures d'hygiène publique sans le secours des sciences médicales. La loi qui n'interdit point à l'autorité judiciaire de faire appel aux lumières de la médecine, qui parfois même oblige celle-ci à les fournir, ne s'oppose point à ce que l'autorité administrative, pour accomplir sa mission relativement à la salubrité publique, prenne conseil du médecin. Aussi ne tarde-t-on pas à la voir instituer des conseils pour la diriger et l'éclairer tant dans la rédaction, que pour l'exécution de ces règlements d'hygiène publique, que les lois générales d'attributions lui confient exclusivement le droit de faire.

C'est à Paris tout d'abord qu'un arrêté du premier préfet de police, Dubois, crée en 1802 le premier conseil de salu-

brité, auquel, en 1807, il attribue compétence consultative sur tous les objets indiqués dans l'arrêté des consuls du 12 messidor an III, notamment en ce qui se rapporte à la statistique médicale, aux tables de mortalité, à la détermination du meilleur mode de chauffage et d'éclairage pour les établissements et édifices publics.

Dans plusieurs grandes villes l'autorité municipale comprend aussi l'utilité d'une telle institution : Lyon, Marseille, Lille, Nantes, Troyes, Rouen, Bordeaux, et d'autres encore sont dotées de conseils de salubrité.

ACADÉMIE DE MÉDECINE

Le pouvoir exécutif lui-même chargé de l'administration centrale reconnaît la nécessité d'instituer auprès de lui un corps savant et compétent, pour le seconder dans la partie de l'hygiène publique qui lui incombe. Une ordonnance royale fonde l'académie de médecine en 1820, le 20 décembre.

« Cette académie, dit l'ordonnance dans son article 2, sera spécialement instituée pour répondre aux demandes du gouvernement, sur tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement sur les épidémies, les maladies particulières à certains pays, les épizooties, les différents cas de médecine légale, la propagation de la vaccine, l'examen des remèdes nouveaux, et des remèdes secrets tant internes qu'externes, les eaux minérales naturelles ou factices, etc. »

Quarante-quatre ans auparavant Louis XVI avait fondé la société royale de médecine; elle comptait parmi ses plus importantes attributions « la connaissance des épidémies et des épizooties, qui se manifestent dans le royaume afin d'éclairer le gouvernement sur les moyens de les combattre et d'en prévenir le retour ». En 1791 la société fut dis-

soute, mais pendant son existence elle avait fait des travaux importants, donnant la marche à suivre pour observer les maladies épidémiques et contagieuses, les moyens propres à les combattre et à s'en préserver. Ce sont ces travaux si nombreux qui ont inspiré les ordonnances relatives à la salubrité publique, que l'on voit en assez bon nombre maintenues au lendemain de la révolution ou si elles ont été abrogées, remises en vigueur sans de profondes modifications peu de temps après.

COMITÉ CONSULTATIF D'HYGIÈNE PUBLIQUE DE FRANCE

En présence des services rendus par les conseils de salubrité dans les villes où il en avait été créé, le gouvernement pensa à généraliser l'institution et en 1836 le ministre du commerce soumet à l'académie de médecine un projet touchant l'organisation de conseils de salubrité pour chacun des départements du royaume. Un rapport fut rédigé pour faire connaître l'avis de l'académie, mais il ne fut pas donné de suite au projet. A cette époque cependant des arrêtés préfectoraux instituèrent dans quelques départements des conseils d'hygiène pour chaque arrondissement.

En 1848 l'apparition du choléra, pour la seconde fois, appelle à nouveau l'attention des pouvoirs sur les institutions d'hygiène publique, et un décret du 10 août établit près de l'administration centrale un comité consultatif, en remplacement du conseil supérieur de santé institué en 1822, avec mission d'éclairer l'autorité sur toutes les questions d'hygiène et de salubrité publique, de recueillir les travaux des conseils de département, de diriger et d'éclairer ces assemblées.

Institué près du ministère du commerce à l'origine, le comité consultatif, sur le rapport du président du conseil

des ministres, « considérant que les mesures d'assainissement rentrent par leur nature même dans la police municipale, sur laquelle le ministre de l'intérieur peut agir plus efficacement », a été par décret du 18 avril 1889 rattaché au ministère de l'intérieur avec les services de l'hygiène qui l'avaient été par décret du 6 janvier de la même année.

Le nombre de ses membres et ses attributions successivement modifiés par des décrets du 1^{er} février 1851, 23 octobre 1856, 5 novembre 1869, 7 et 14 octobre 1879, 30 septembre 1884, sont depuis le décret de 1889 ainsi réglés :

Le comité est appelé à donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre, et notamment en ce qui concerne : 1^o La police sanitaire maritime, les quarantaines et les services qui s'y rattachent.

2^o Les mesures à prendre pour prévenir et combattre les épidémies, et pour améliorer les conditions sanitaires des populations agricoles.

3^o La propagation de la vaccine.

4^o Le régime des établissements d'eaux minérales et les moyens d'en rendre l'usage de plus en plus accessible aux malades pauvres ou peu aisés.

5^o Les titres des candidats aux places de médecins inspecteurs des eaux minérales.

6^o L'institution et l'organisation des conseils et des commissions de salubrité.

7^o La police médicale et pharmaceutique.

8^o La salubrité des logements, manufactures, usines et ateliers.

9^o Le régime sanitaire des eaux.

10^o Les questions à soumettre à l'Académie de médecine. Le nombre des membres du conseil est de trente ; il doit comprendre au moins huit docteurs en médecine, outre le

président du conseil de santé de l'armée, le président du conseil de santé de la marine et l'inspecteur général des services sanitaires qui sont membres de droit.

Le ministre désigne le président et le vice-président, ainsi que le secrétaire. Le comité doit siéger réglementairement une fois par semaine.

Il réunit les travaux des conseils de département et d'arrondissement, et adresse chaque année un rapport sur ce sujet au ministre.

Bien que le décret d'institution du comité consultatif porte seulement qu'il est appelé à donner son avis, il n'est pas douteux que la décision ministérielle du 2 juillet 1873 ne s'applique à lui comme aux conseils d'hygiène. « Sur toutes les questions d'hygiène, y est-il dit, le droit d'initiative des conseils est complet, l'administration sera toujours empressée à profiter des renseignements et des études que ces conseils lui soumettraient. »

CONSEILS D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ PUBLIQUE

Un des premiers travaux du comité consultatif a été l'élaboration d'un projet pour l'organisation de conseils d'hygiène de département et d'arrondissement. Ce projet présenté par le ministre du commerce, Touret, au gouvernement fut soumis à l'avis du conseil d'Etat. Celui-ci y apporta de profondes modifications, supprimant la faculté pour les conseils de se réunir de leur propre mouvement, le droit de prendre l'initiative auprès de l'administration dans toutes les questions qui intéressent la santé publique, le droit de nomination au suffrage par leurs collègues en exercice, pour les médecins, pharmaciens et vétérinaires.

Le ministre, tout en déplorant que, malgré son insistance,

le système du comité consultatif n'ait pas été adopté, propose néanmoins le projet tel qu'il est à l'approbation du chef du pouvoir exécutif, parce que le choléra s'étant déjà montré dans deux départements il y a urgence, et que les conseils d'hygiène et de salubrité tels que les a constitués l'avis du conseil d'État pourront encore rendre de nombreux services.

Le décret fut signé le 18 décembre 1848. Il porte création pour chaque département, et pour chaque arrondissement d'un conseil d'hygiène et de salubrité publique.

Le conseil de département remplit les fonctions de conseil d'arrondissement, en dehors de ses fonctions propres, qui sont de donner un avis :

« Sur toutes les questions d'hygiène publique que lui renvoie le préfet ;

« Sur les questions communes à plusieurs arrondissements, ou relatives au département tout entier ;

« Et de coordonner et de centraliser sur le renvoi du préfet les travaux des conseils d'arrondissement. »

Les conseils d'arrondissement sont chargés de l'examen des questions qui leur sont renvoyées par le préfet ou le sous-préfet. Ils pourront être appelés à donner leur avis sur les questions suivantes spécialement :

1° Assainissement des localités et des habitations.

2° Mesures à prendre pour prévenir et combattre les maladies endémiques, épidémiques et transmissibles.

3° Epizooties et maladies des animaux.

4° Propagation de la vaccine.

5° Organisation et distribution des secours médicaux aux malades indigents.

6° Moyens d'améliorer les conditions sanitaires des populations industrielles et agricoles.

7° Salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'a-

liés, établissements de bienfaisance, casernes, arsenaux, prisons, dépôts de mendicité, asiles, etc.

8° Questions relatives aux enfants trouvés.

9° Qualité des aliments, boissons, condiments, et médicaments livrés au commerce.

10° Amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'état, aux départements, aux communes et aux particuliers, et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux malades pauvres.

11° Les demandes en autorisation, translation ou révocation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

12° Les grands travaux d'utilité publique, construction d'édifices, écoles, prisons, casernes, ports, canaux, réservoirs, fontaines, halles, établissements de marchés, rou-toies, égouts, cimetières, voiries, etc., sous le rapport de l'hygiène publique.

En outre : ils réuniront et coordonneront les documents relatifs à la mortalité et à ses causes, à la topographie, et à la statistique de l'arrondissement, en ce qui touche la salubrité publique.

S'il le juge utile le Préfet peut par un arrêté spécial instituer, dans les chefs-lieux de canton, des commissions d'hygiène publique.

Un arrêté ministériel, pris le 15 février 1849 en conformité du décret du 18 décembre 1848, fixe la composition des conseils d'hygiène. Suivant la population du chef-lieu le nombre des membres est de dix, douze, ou quinze, parmi lesquels on doit compter quatre, cinq ou six docteurs en médecine.

Certains chefs de service administratifs, ingénieurs des mines, des ponts et chaussées, architectes du département, etc., peuvent être appelés aux délibérations avec voix consultative.

Les conseils doivent se réunir réglementairement tous les trois mois ; les préfets et les sous-préfets peuvent en outre les convoquer quand ils le jugent nécessaire.

Pour le département de la Seine, le conseil d'hygiène publique et de salubrité a reçu une organisation spéciale. Il est rattaché à la préfecture de police, ses attributions sont celles des autres conseils ; vis-à-vis des commissions d'hygiène du département de la Seine il joue le rôle des conseils de département, ses membres ont un traitement et la durée de leur mandat est illimitée.

Il est en outre institué dans chacun des arrondissements de Paris, pour les arrondissements de Sceaux et Saint-Denis, et pour les trois communes de Saint-Cloud, Sèvres et Meudon réunies, des commissions d'hygiène qui rassemblent toutes les informations, et les documents relatifs à l'hygiène et à la salubrité publique ; elles donnent leur avis sur les causes d'insalubrité, les moyens de les faire disparaître ; elles peuvent être consultées sur les objets de l'article 9 du décret de 1848 et concourent à l'exécution de la loi du 13 avril 1850. Chaque commission doit comprendre au moins deux médecins.

Les travaux de ces commissions d'hygiène sont transmis au conseil de département qui chaque mois en fait l'objet d'un rapport.

MÉDECINS DES ÉPIDÉMIES

A côté des corps consultatifs on doit placer l'institution des médecins des épidémies, service sanitaire exclusivement médical, qui tire son origine d'un décret de 1805, portant établissement de caisses de médicaments à l'usage des épidémies dans les campagnes. Une circulaire ministérielle du 30 septembre 1813 en indique le fonctionnement. Dès que le nombre des malades dans une commune dé-

passé la moyenne, le maire est tenu d'en avertir le sous-préfet, qui envoie immédiatement le médecin des épidémies. Si cet accroissement du nombre des malades n'est pas dû à une épidémie, « le médecin se borne à tracer un plan de conduite aux malades, et indique les moyens à opposer à leurs maux, spécialement ceux qui tiennent à l'hygiène privée. S'il se trouve un officier de santé dans la commune ou le canton, il lui laisse des instructions pour la direction des malades. »

S'il y a épidémie le médecin doit instruire le sous-préfet des mesures prises, prendre toutes dispositions propres à arrêter les progrès du mal et à l'empêcher de se propager dans les communes voisines.

Le préfet peut, si le médecin le réclame, autoriser l'achat de médicaments autres que ceux que l'administration peut lui procurer, ou faire distribuer des secours en aliments ou en boissons, tels que bouillon, viande ou vin ; il doit se tenir dans les bornes d'une stricte économie.

Le médecin des épidémies à l'origine semble donc remplir surtout une mission d'assistance auprès des pauvres malades, et de direction vis-à-vis des officiers de santé.

Cela semble bien ressortir encore dans un passage du rapport présenté en 1833 à l'académie de médecine par Villeneuve, sur les épidémies qui ont régné de 1771 à 1830.

« Dans beaucoup d'endroits le défaut d'officiers de santé, dans d'autres leur peu d'instruction laisse l'épidémie étendre ses ravages, multiplier ses victimes au milieu des populations épouvantées. Arrive le médecin des épidémies qui étudie et reconnaît la cause et la nature du mal, en établit la prophylactique et le traitement, soigne lui-même les malades, ou s'il ne le juge pas nécessaire, rédige et laisse des instructions à ce sujet. Le plus ordinairement alors l'épidémie se modère, la mortalité diminue ou cesse même

quelquefois et bientôt à la désolation et à la frayeur succèdent l'espérance et la sécurité. Ajoutons que le médecin d'arrondissement, investi de la confiance de l'autorité, en inspire ordinairement une très grande aux pauvres villageois, et que surtout il prodigue en temps opportun ses soins à des malheureux hors d'état de reconnaître ceux de l'officier de santé, que souvent il ne réclame qu'à la dernière extrémité. Enfin le médecin a à sa disposition la caisse de médicaments ordonnée par un décret impérial de 1805. »

Une circulaire ministérielle du 15 avril 1835 rappelant aux préfets l'exécution des mesures ayant pour objet de prévenir les maladies épidémiques, les invite à lui signaler les arrondissements où il n'y a pas de médecins des épidémies, « afin qu'il en puisse nommer, ce qui souffre d'autant moins de difficulté qu'ils n'ont droit à aucun traitement, mais seulement à une indemnité. » Quant à leur mission le ministre est bref et concis, « elle est de combattre les épidémies et non de chercher les moyens de les prévenir. »

Lorsqu'il y a eu épidémie, et qu'elle est terminée le médecin doit remettre au sous-préfet, pour être transmis au préfet, un rapport présentant le tableau fidèle de la maladie, de sa nature, du traitement, du nombre de malades, du nombre de décès, etc.

L'année suivante une nouvelle circulaire invite les préfets à demander au besoin, en cas d'épidémie, à l'académie de médecine, qui en a manifesté le désir, l'envoi de médecins choisis dans son sein pour éclairer les questions en cas de divergence d'opinions entre les hommes de l'art, sur les remèdes à employer pour détruire le mal.

En 1851 le rôle des médecins des épidémies s'étend, un arrêté du 1^{er} septembre décide que ceux qui ne sont pas membres des conseils d'hygiène et de salubrité assisteront

de droit aux séances avec voix consultative. Ils seront entendus afin d'éclairer les conseils dans la discussion des mesures à prendre pour prévenir aussi bien qu'arrêter les épidémies.

Le ministre de l'agriculture et du commerce en 1884 comprenant autrement et mieux que son prédécesseur en 1835, la mission des médecins des épidémies, dit que « leur rôle, aussi bien que celui des conseils d'hygiène, ne doit pas se borner à prendre les mesures nécessaires pour arrêter les épidémies déclarées, ils doivent aussi, et ce n'est pas la partie la moins considérable de leur mission, rechercher d'une manière constante, et pour ainsi dire journalière, les causes d'insalubrité qui existent dans leur région, afin que les administrations compétentes puissent dès qu'elles leur seront signalées, y remédier par tous les moyens dont elles disposent et faire voter des fonds aux conseils généraux ».

Depuis le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation, les médecins des épidémies, autrefois nommés par le ministre sur la présentation du préfet, le sont directement par ce dernier.

INSPECTEURS RÉGIONAUX DES SERVICES DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

En 1888 dans un rapport au Président de la République, le ministre du commerce propose la création d'inspecteurs des services d'hygiène.

« Les récentes acquisitions de la science, est-il dit dans le rapport, ont prouvé la nécessité qu'il y a dans l'intérêt de la santé publique, et afin d'arrêter la propagation des maladies épidémiques, à ce que l'administration puisse dès le début prendre toutes les mesures de préservation que peut commander la situation. Malgré la bonne volonté des pré-

fectures l'administration étant très insuffisamment renseignée, les inspecteurs pourront donner aux médecins des épidémies des instructions précises, permettront une action plus rapide dans l'application des mesures prophylactiques contre les maladies épidémiques ».

Sur ce rapport, le 23 avril 1888 le Président de la République a rendu le décret suivant :

« ARTICLE PREMIER. — Les professeurs d'hygiène des facultés de médecine des départements remplissent, sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie, les fonctions d'inspecteurs régionaux des services de l'hygiène publique, chacun dans la circonscription territoriale de la faculté à laquelle il est attaché.

« Ils correspondent avec les médecins des épidémies, et avec les conseils d'hygiène publique et de salubrité de cette circonscription.

« ART. 2. — Des arrêtés du ministre du commerce et de l'industrie pourvoient aux mesures de détails nécessitées par le présent décret. »

Une circulaire ministérielle accompagne le décret, et indique les principales fonctions des inspecteurs.

Ils devront adresser aux médecins des épidémies un questionnaire sur :

1° L'état actuel de la salubrité des écoles.

2° La mortalité, en la précisant autant que possible, et notamment par maladies infectieuses.

3° L'état de la morbidité, et notamment la morbidité des maladies infectieuses.

4° L'état des endémies et des épidémies habituelles de la région.

5° Les intoxications par accidents saturnins, etc.

Les inspecteurs devront examiner les caractères de l'eau potable ; rechercher les falsifications qui se pratiquent plus

spécialement dans la région, et prélever des échantillons, au besoin.

Un arrêté ministériel divise la France en six circonscriptions :

Première circonscription, Paris, comprenant 30 départements.

Deuxième	id.	Bordeaux,	id.	18	id.
----------	-----	-----------	-----	----	-----

Troisième	id.	Lille,	id.	5	id.
-----------	-----	--------	-----	---	-----

Quatrième	id.	Lyon,	id.	13	id.
-----------	-----	-------	-----	----	-----

Cinquième	id.	Montpellier	id.	13	id.
-----------	-----	-------------	-----	----	-----

Sixième	id.	Nancy,	id.	11	id.
---------	-----	--------	-----	----	-----

Un inspecteur adjoint est attaché à chaque circonscription.

SERVICES MUNICIPAUX ET DÉPARTEMENTAUX

D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Dans quelques départements des arrêtés préfectoraux, rendus en vertu des pouvoirs réglementaires attribués aux préfets, ont institué des inspecteurs de la salubrité ; mais la jurisprudence du conseil d'Etat décide qu'ils ne peuvent exercer leurs fonctions qu'avec le concours et l'assentiment des maires, ce qui n'est point pour faciliter le développement de cette institution. Un service départemental d'hygiène a été créé dans les Vosges et un dans le Loiret, grâce à la libéralité des conseils généraux qui ont voté les fonds suffisants ; ces services comprennent à peu près tous les objets sur lesquels peuvent être consultés les conseils d'hygiène de département, avec cette différence que leur action est permanente, et qu'une large initiative leur est laissée pour les propositions à présenter à l'autorité administrative. Ainsi est comblée une des lacunes du décret de 1848.

Certaines communes, entre autres le Havre, Amiens, Nancy, Bordeaux, Toulouse, etc., ont également paré à l'insuffisance d'action et de fonctionnement des conseils d'hygiène d'arrondissement, en établissant des Bureaux d'hygiène, qui ont à la fois une mission consultative et une mission d'action.

Ils donnent au maire des avis et des renseignements sur l'état sanitaire de la commune, sur la salubrité des habitations ; ils sont chargés en outre :

- De la statistique médicale et météorologique ;
- De celle des maladies épidémiques et contagieuses ;
- Des informations et de la vérification des décès ;
- Du service de l'état civil relatif aux naissances, de l'inspection des écoles, etc. ;
- Du service de la vaccination ;
- De l'inspection des viandes ;
- De la surveillance des établissements insalubres ;
- De recevoir les déclarations des nourrices qui prennent des enfants ;
- De diriger les laboratoires d'essai et d'analyse des denrées alimentaires, etc.

Ces bureaux sont composés d'un nombre variable de médecins, sous la direction de l'un d'eux, et annexés à une commission municipale d'hygiène présidée par le maire. Ils rendent de très grands services, et sont fort appréciés des habitants.

DE L'INFLUENCE DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE SUR LES MESURES D'HYGIÈNE PUBLIQUE

Sur toutes les questions d'hygiène publique que le législateur n'a point réglées par une disposition spéciale, l'au-

torité administrative, en vertu des lois d'attributions générales, semble posséder un pouvoir réglementaire illimité, d'autant plus efficace qu'il est simple à exercer, et par là plus apte à introduire rapidement, dans les institutions sanitaires, les perfectionnements indiqués par les progrès incessants de la science. En pratique ce pouvoir reçoit des restrictions fort notables, et entre autres de la jurisprudence.

Il n'est point de mesure de salubrité publique qui ne mette en opposition les intérêts des particuliers avec l'intérêt général, delà des contestations, des refus d'exécution, qui donnent lieu de recourir aux juridictions administratives ou judiciaires.

Une jurisprudence s'établit de la sorte, qui ne permet point à l'autorité administrative certaines prescriptions; c'est ainsi que le Conseil d'Etat comme la cour de Cassation décide que :

Si l'autorité administrative peut enjoindre à un propriétaire de faire cesser dans sa propriété des causes d'insalubrité, elle ne saurait sans excès de pouvoir déterminer les moyens à prendre pour arriver à ce résultat, et lui imposer entre plusieurs procédés également efficaces celui qui serait le plus onéreux ou le plus préjudiciable.

La jurisprudence de la cour de cassation est sur ce point tellement étroite, qu'elle a, dans un arrêt du 25 juillet 1885, déclaré illégal un arrêté du maire de Caen, du 24 septembre 1884, prescrivant suppression d'un puisard absorbant, que la commission municipale d'hygiène avait considéré comme foyer d'infection dans une épidémie de fièvre typhoïde qui venait de se déclarer dans un quartier de la ville; attendu dit la cour :

« Que la loi de 1884 ci-dessus visée a chargé les maires de prévenir par des précautions convenables les accidents et les fléaux, les maladies épidémiques et contagieuses, mais ne les a pas autorisés à déterminer eux-mêmes la nature

et l'importance des travaux qui doivent être effectués. »

La jurisprudence du Conseil d'Etat est plus large, malheureusement pour l'hygiène elle n'a pas le dernier mot. Ainsi dans un arrêt rendu le 7 mai 1886, à propos du *même arrêté* du maire de Caen et du *même puisard*, jugeant sur le recours d'un des intéressés (il y en avait deux), il décide :

« Qu'en présence des cas de fièvre typhoïde qui s'étaient déclarés dans le voisinage et sur l'avis conforme de la commission d'hygiène du conseil municipal, qui signale le puisard dont s'agit comme cause d'insalubrité, le maire s'est borné, par application des articles 94 et 97, § 1 de la loi du 5 avril 1884, à ordonner la suppression du foyer d'infection tel qu'il se comportait, sans déterminer d'ailleurs ni la nature, ni l'importance des travaux à exécuter, et n'a pas excédé la limite de ses pouvoirs, rejette la requête, et déclare l'arrêté légalement pris. »

Ainsi la suppression d'un puisard qui contamine les eaux souterraines servant à l'alimentation des habitants, est un travail déterminé pour la cour suprême, pour le conseil d'Etat il n'en est pas un; le même arrêté est légal pour le conseil d'Etat, mais illégal pour la cour de cassation, et comme celle-ci refuse la sanction pénale, les eaux continuent d'être contaminées, et de propager la fièvre typhoïde.

En présence de telles subtilités juridiques, on conçoit l'embarras et l'abstention de l'autorité administrative municipale fort peu disposée en général aux mesures de contrainte vis-à-vis de ses administrés, et du reste généralement assez ignorante de ses devoirs relatifs aux choses de l'hygiène publique, et de ses droits encore assez étendus malgré les restrictions de la loi et de la jurisprudence.

Car même avec cette jurisprudence étroite, l'autorité municipale, et à sa place, au besoin, l'autorité départementale agissant en vertu de l'art. 99 de la loi de 1884, peut

intervenir efficacement pour protéger la santé publique, et notamment empêcher la propagation des maladies épidémiques ou contagieuses, ce qui est un des principaux objets de l'hygiène publique. Deux arrêtés du préfet du Rhône, et un arrêté du maire de Lyon sur ce sujet peuvent être cités comme des modèles. Les dispositions en ce qui concerne l'hygiène satisfont à la jurisprudence de la cour de cassation, et assurent cependant l'exécution des mesures nécessaires, on pourrait en prendre d'analogues pour d'autres objets.

L'arrêté du maire de Lyon en date du 18 mai 1889 contient les dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — Les parents ou autres personnes ayant garde de malades atteints d'affections contagieuses, épidémiques et infectieuses et notamment de la variole, de la diphtérie (angine diphtéritique et croup), de la scarlatine, de la fièvre typhoïde, etc..., sont tenus d'en faire la déclaration à la mairie de leur arrondissement ou au commissaire de police du quartier.

« ART. 2. — Les habitants de la même maison et les voisins sont invités, à défaut de la déclaration des familles, à en donner avis à la mairie ou au commissariat.

« ART. 3. — Les familles dans lesquelles sera soigné un malade atteint d'une des dites maladies épidémiques devront prendre les mesures de désinfection prescrites pour les personnes, les objets de literie et les locaux d'habitation. L'administration municipale mettra à la disposition des familles tous les moyens de désinfection, liquides désinfectants, étuves, etc..., et se charge de les appliquer *gratuitement* chez toutes celles qui n'en peuvent faire les frais.

« ART. 4. — Les familles ont le droit de faire exécuter par un personnel choisi par elles les mesures de désinfection, mais dans ce cas elles devront en prévenir l'administration

et présenter un certificat du médecin traitant constatant qu'il se charge de surveiller, diriger et exécuter les prescriptions hygiéniques.

« ART. 5. — Il est expressément interdit de vendre des objets de literie, et de livrer aux blanchisseurs le linge et les vêtements des personnes ayant été atteintes des maladies indiquées plus haut, sans que ces objets aient été préalablement désinfectés. »

Un arrêté préfectoral du 30 mai 1889 étend ces dispositions à toutes les communes du département du Rhône, et prescrit en outre les mesures à prendre contre le développement des épidémies dans les écoles ; il dispose :

« ARTICLE PREMIER. — Il devra être fait déclaration à la mairie de chaque commune des personnes atteintes de maladies transmissibles, et notamment de la diphtérie (angine diphtéritique et croup), de la variole et de la fièvre typhoïde par les parents du malade ou par les personnes en ayant la garde.

« Les maires adresseront à la préfecture du Rhône (service des épidémies) avis de tous les cas de maladies susvisées qui leur auront été déclarés ou qui seront arrivés à leur connaissance.

« ART. 2. — En pareil cas il sera procédé aux mesures de désinfection conformément aux instructions du conseil d'hygiène et de salubrité du département du Rhône, joint au présent arrêté.

« Ces mesures devront également s'appliquer aux vêtements, linge et literie des personnes habitant le même local que le malade.

« ART. 3. — A cet effet, à partir du lundi 3 juin 1889, une étuve mobile sera mise par nous à la disposition des maires des communes, et leur sera envoyée avec le personnel

nécessaire à son fonctionnement sur toute demande qui nous sera adressée.

« ART. 4. — L'entrée de l'école sera interdite à tous les enfants habitant le même logement qu'une personne atteinte d'une maladie transmissible pendant toute la durée de la maladie et de la convalescence.

« ART. 5. — Dans le cas où une maladie contagieuse aurait frappé un enfant suivant une école publique ou libre, un asile ou une école maternelle, les maires préviendront aussitôt le directeur ou la directrice.

« L'enfant malade ne pourra être réadmis à l'école qu'après la guérison complète pour la coqueluche, et qu'après un délai minimum de cinquante jours pour la diphtérie ; de quarante jours pour la scarlatine et la variole, de vingt-cinq jours pour la rougeole.

« ART. 6. — Lorsqu'un enfant aura manqué la salle d'asile ou l'école pour cause de maladie, et que le directeur ou la directrice n'auront pas été prévenus par le maire, conformément à l'article 5, ces derniers devront immédiatement en aviser l'autorité municipale qui recherchera la nature de la maladie et qui, s'il y a lieu, prendra les mesures prescrites par les articles ci-dessus.

« ART. 7. — Lorsqu'un enfant sera resté absent de l'école pendant plus d'une semaine pour cause de maladie restée inconnue du maire ou de l'instituteur, il devra présenter à sa rentrée un certificat du médecin traitant ou du médecin inspecteur de l'école, constatant qu'il n'a été atteint d'aucune maladie transmissible.

« ART. 8. — Dans le cas où un enfant aurait succombé à une maladie transmissible, et notamment à la diphtérie, à la fièvre scarlatine ou à la rougeole, il est interdit de laisser entrer les enfants le jour des obsèques dans le logement du défunt, de les charger de porter le corps à bras ou de te-

nir les cordons du poêle ainsi que les couronnes ou les fleurs placées sur le lit du décédé. »

Pour infraction à cet arrêté, un jugement du tribunal de police de Neuville (Rhône) vient de condamner à 1 franc d'amende la supérieure d'un pensionnat de jeunes filles pour n'avoir fait aucune déclaration lors d'une épidémie de fièvre scarlatine qui a éclaté, il y a quelque temps, dans l'établissement ; les parents n'avaient pas été prévenus et le pensionnat n'avait pas été licencié. (Communication du D^r J.-A. Martin au comité consultatif d'hygiène publique de France).

Un autre arrêté du 22 mai 1889, touchant le transport des maladies contagieuses, porte :

« ARTICLE PREMIER. — Des voitures spéciales pour le transport des malades atteints de maladies contagieuses ou transmissibles sont mises à la disposition du public par l'administration des hospices. Elles peuvent être demandées conformément à l'avis ci-annexé lorsqu'il s'agit de transporter ces malades de leur domicile, soit à l'hôpital, soit en tout autre lieu.

« Le prix du transport est fixé conformément au tarif municipal des voitures de place. Le transport est gratuit pour les indigents.

« ART. 2. — Les voitures publiques dites voitures de remise, voitures de place ou fiacres qui auront transporté des malades atteints de maladies contagieuses ou transmissibles devront être désinfectées avant d'être remises en circulation.

ART. 5. — « Il est interdit aux tramways, cars, omnibus, bateaux-mouches et à toute voiture destinée au transport en commun des voyageurs dans l'intérieur de la ville et dans les communes qui font partie de l'agglomération lyonnaise, de transporter des malades autres que les blessés.

Le D^r Gailleton, maire de Lyon, auteur de l'arrêté mu-

nicipal, a été aussi l'inspirateur des deux arrêtés préfectoraux pris par le préfet du Rhône, M. Jules Cambon.

Il n'est point douteux que l'administration supérieure ne puisse user de son influence auprès des autorités locales, et au besoin de l'autorité que lui donnent les lois de 1789 et de 1884, pour faire adopter semblable mesure. Ce serait un progrès notable dans la voie des applications de l'hygiène publique. Mais, une nouvelle entrave surgit ici à l'exécution des actes de l'autorité administrative. Le législateur n'a pas prévu les dépenses que pouvaient nécessiter ces actes. Il laisse de ce chef tout droit aux conseils départementaux et communaux, qui par leur refus peuvent paralyser les règlements administratifs.

La loi de 1838 avait inscrit, parmi les dépenses ordinaires des départements, les frais relatifs aux mesures, ayant pour objet d'arrêter le cours des épidémies et des épizooties. Le décret sur la comptabilité publique du 31 mai 1862 maintient ces frais aux dépenses obligatoires. Mais la loi du 10 août 1871 ne les y maintient pas, aussi voit-on, sauf de rares exceptions, les assemblées départementales, comme les assemblées communales, s'abstenir de faire figurer l'hygiène et la salubrité publique, dans leurs budgets, et ce n'est point là un des moindres empêchements à l'action de l'autorité administrative, aussi bien qu'à l'accomplissement de ses prescriptions.

SERVICE DE LA POLICE SANITAIRE

A côté de l'organisation administrative établie pour la protection de la santé et de la salubrité publique contre les causes contraires, nées ou pouvant naître sur le territoire national, on peut placer la police sanitaire. Elle comprend

l'ensemble des mesures destinées à empêcher l'invasion des maladies pestilentielles d'origine étrangère, tant par les frontières de terre que par celles de mer.

Jusqu'en 1822, le régime sanitaire n'est réglé que par les anciennes ordonnances que le décret de la convention du 9 mai 1793 aurait déclaré rester en vigueur.

Les premiers règlements sur ce sujet sont rappelés dans un arrêt du Parlement de Provence en 1639, ils avaient été faits pour parer à l'introduction de la peste. En 1683, un règlement du roi, du 22 août concerne les mesures à prendre vis-à-vis des navires arrivant aux ports de Toulon et de Marseille, les seuls où pussent aborder les navires venant des pays suspects. Une déclaration du 26 novembre 1729 règle le commerce dans les échelles du Levant. Du mois de janvier 1748, une ordonnance porte règlement sur les patentes de santé exigées pour la navigation d'un port à l'autre en Provence, Languedoc et Roussillon.

L'arrêt du conseil du 14 novembre 1762 prescrit de faire les quarantaines dans les ports de Toulon et de Marseille et défend de les faire ailleurs. Enfin une ordonnance de 1786 interdit l'approche des lieux destinés à la quarantaine, à Marseille, à tous ceux qui ne seront pas dans le cas de la faire ou qui ne sont pas commis par le bureau de santé.

Les ravages causés par la fièvre jaune en 1822, dans la province de Catalogne, produisent une véritable panique en France, sous l'influence de laquelle fut votée la loi sur la police sanitaire le 3 mars de cette même année, et rendue l'ordonnance du 7 août.

Cette loi du 3 mars 1822, encore en vigueur, arme le chef de l'Etat d'un pouvoir presque dictatorial, quant aux mesures à prendre devant la menace ou la crainte de l'invasion des maladies pestilentielles. Elle l'autorise dans l'article 1^{er} à déterminer par des décrets :

« 1° Les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement soumises au régime sanitaire ;

« 2° Les mesures à observer sur les côtes, dans les ports et rades, dans les lazarets et autres lieux réservés ;

« 3° Les mesures extraordinaires que l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rendrait nécessaires sur les frontières de terre ou dans l'intérieur.

« A régler les attributions, la composition et le ressort des autorités et administrations chargées de l'exécution de ces mesures, et leur déléguer le pouvoir d'appliquer provisoirement, dans des cas d'urgence, le régime sanitaire aux portions du territoire qui seraient inopinément menacées.

« Les décrets ou les actes administratifs qui prescriront l'application des dispositions de la présente loi à une portion du territoire français, seront, ainsi que la loi elle-même, publiés et affichés dans chaque commune qui devra être soumise à ce régime ; les dispositions pénales ne sont applicables qu'après cette publication. »

Le reste du titre I de la loi règle le régime des patentes, des provenances, etc. Le titre II est consacré aux pénalités qu'entraînent la violation des lois et règlements sanitaires ; elles sont suivant la gravité des cas :

La peine de mort ;

Les travaux forcés à temps et l'amende ;

La réclusion et une amende qui peut aller à 20.000 fr. ;

L'emprisonnement de un à dix ans et une amende jusqu'à 10.000 fr. ;

La dégradation civique et une amende ;

L'emprisonnement de un à cinq ans et une amende ;

L'emprisonnement de quinze jours à trois mois et une amende de cinquante à cinq cents francs ;

L'emprisonnement de trois à quinze jours et une amende de 5 à 10 francs.

Le médecin est frappé d'une peine supplémentaire au cas de contravention à l'article 13 ainsi conçu :

« Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois et d'une amende de cinquante à cinq cents francs, tout individu qui, n'étant dans aucun des cas prévus par les articles précédents, aurait refusé d'obéir à des réquisitions d'urgence pour un service sanitaire, ou qui ayant connaissance d'un symptôme de maladie pestilentielle, aurait négligé d'en informer qui de droit.

« Si le prévenu de l'un ou de l'autre de ces délits est médecin, il sera, en outre, puni d'une interdiction d'un à cinq ans. »

Par cette disposition le législateur non seulement relève le médecin du secret professionnel, mais l'oblige à se porter dénonciateur, c'est le seul cas actuellement qui fasse exception à l'article 378 du code pénal, c'est le seul aussi où l'on voit le médecin frappé d'interdiction.

La loi étant d'exception doit s'appliquer strictement, et comme elle ne fait pas mention de la faculté laissée par l'article 463 du code pénal, prison, amende, interdiction doivent être appliquées à la fois par le juge en cas de violation de l'article 13 par un médecin.

Le titre III règle les attributions des autorités sanitaires en matière de police judiciaire et de l'état civil ; le titre IV contient des dispositions générales relatives aux marchandises non réclamées qui auraient été déposées depuis deux ans dans des locaux réservés.

La loi n'indique point ce qu'elle entend par maladies pestilentielles, le règlement sur la police sanitaire maritime des 22 février-19 mai 1876 comble cette lacune. Il y est dit :

« ART. 1^{er}. — Le choléra, la fièvre jaune et la peste sont les seules maladies exotiques pestilentielles qui, en France, déterminent l'application des mesures sanitaires perma-

nentes contre les provenances par mer des pays où règnent ces maladies.»

ART. 2. — D'autres maladies graves, transmissibles et importables, notamment le typhus, la variole, peuvent toutefois être l'objet de précautions exceptionnelles ; mais dans ce cas, les mesures prises ne sont applicables qu'à la provenance contaminée.

Le règlement détaille les formalités à remplir par les navires à l'arrivée, reconnaissance, arraisonnement, désigne quelles autorités ont qualité pour délivrer les patentes. Il énumère les devoirs de l'autorité sanitaire au cas où une maladie pestilentielle vient à éclater dans un port ou ses environs, prescrit la présence obligatoire d'un médecin, commissionné ou non, à bord pour tout trajet dont la durée dépasse 48 heures pour atteindre d'un point extrême de la ligne à l'autre, délimite les circonscriptions sanitaires et indique l'organisation du service.

« ART. 86. — Dans chaque circonscription est placé un agent supérieur qui prend le titre de directeur de la santé.

« ART. 88. — Le directeur de la santé est pris dans le corps médical ; il est le chef du service dans sa circonscription. Tous les employés et agents sont sous ses ordres.

« ART. 90. — En cas de circonstances menaçantes, imprévues, il peut prendre d'urgence telle mesure qu'il juge propre à garantir la santé publique, sauf à en référer immédiatement au ministre.

« ART. 92. — Ont droit de requérir la force publique pour le service qui leur est confié : les directeurs de la santé, les agents principaux et ordinaires du service sanitaire.

« ART. 113. — Les fonctions d'officier de police judiciaire attribuées par l'art. 17 de la loi du 3 mars 1822 aux autorités sanitaires, seront exercées par les directeurs, agents

principaux et ordinaires du service sanitaire, et concurremment avec eux par les capitaines de Lazaret.

« ART. 115. — La nature et l'étendue de ces fonctions sont spécifiées dans les chapitres 1, II, IV et V du Livre I du code d'Instruction criminelle.

« ART. 117. — Les jugements à rendre par les autorités sanitaires en matière de simple police, et en vertu de l'article 18 de la loi du 3 mars 1822 seront rendus par le directeur de la santé ou l'agent principal, assisté de deux délégués du conseil sanitaire, les fonctions de ministère public étant remplies par un troisième délégué et celles de greffier par un agent ou employé du service sanitaire. »

C'est en vertu de cette loi et de ce règlement qu'ont été prises toutes les mesures qui ont permis d'arrêter l'invasion du choléra en 1884, et de l'empêcher en 1890.

Il est à remarquer que tout le service est dirigé par des membres du corps médical, qui sont investis non seulement de l'autorité administrative, mais aussi de l'autorité judiciaire, dans la limite de leurs fonctions. Ils sont également officiers de l'état civil.

Ce service, confié à des hommes compétents, placé sous la haute direction du comité consultatif d'hygiène publique, est à peu près le seul qui par son organisation et son fonctionnement régulier rende tous les services qu'on en peut attendre.





DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SUR CERTAINS POINTS DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE

Le législateur, depuis 1789 et après les lois générales d'attribution en matière de salubrité publique, ne s'est pas désintéressé complètement de la question. Il a successivement dans plusieurs textes de lois, directement ou incidemment, réglé ou indiqué le sens de mesures hygiéniques à prendre en certains cas particuliers.

L'observation de ces textes s'impose à toutes les autorités ; bien qu'en général l'action du médecin n'y soit pas indiquée, il n'en intervient pas moins dans leur exécution à raison de l'avis demandé aux conseils d'hygiène, quand il est demandé. Les plus importantes de ces dispositions législatives portent sur les sujets qui suivent, à peu près dans leur ordre chronologique.

Ateliers dangereux, incommodes ou insalubres. — Le législateur sur cette question n'est intervenu que par la loi des 21 septembre-13 novembre 1791, ainsi conçue :

« ARTICLE UNIQUE. — L'assemblée nationale décrète que les anciens règlements de police relatifs à l'établissement ou à l'interdiction dans les villes, des usines, ateliers ou fabriques qui peuvent nuire à la sûreté et à la salubrité de la ville seront provisoirement exécutés. »

Cette disposition provisoire a duré jusqu'en 1810. — Un décret impérial du 15 octobre 1810 portant réglementation d'administration publique indique les mesures à prendre relativement aux manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre et incommode, il a été complété par une ordonnance du 14 janvier 1815, et par d'autres décrets subséquents.

Ces différents actes rangent les établissements en trois classes selon leur degré de nocuité *extérieure* :

1^{re} classe. Etablissements qui doivent être éloignés des habitations.

2^{me} classe. Etablissements dont l'éloignement n'est pas rigoureusement nécessaire.

3^{me} classe. Etablissements qu'il n'est pas nécessaire d'éloigner, mais qui doivent être surveillés.

La division des établissements, faite suivant un tableau annexé au décret de 1810, a été plusieurs fois modifiée depuis, par des décrets, notamment en 1866, 1872, 1886, et sur l'avis du comité consultatif des arts et métiers. On peut s'étonner de ne pas voir intervenir dans cette question le comité consultatif d'hygiène publique, et, de même que les conseils d'hygiène depuis leur création, n'avoir d'avis à émettre qu'aux cas d'autorisation, de translation ou de suppression.

L'autorisation accordée à un établissement classé est toujours révocable, et révocable sans indemnité, atteinte grave au droit de propriété, qui du reste ne peut être effectuée que par un décret rendu en conseil d'Etat, après débats contradictoires.

Cette législation qui donne un pouvoir si considérable à l'administration, a ce caractère d'être une législation secondaire. Elle est l'œuvre du chef du pouvoir exécutif qui peut, quand il le juge convenable, y apporter les modifications nécessaires.

Elle ne règle point les conditions d'hygiène intérieure des ateliers, et c'est là une lacune considérable. On peut se demander si l'administration qui a étendu les dispositions du décret à d'autres établissements que ceux qui répandent des odeurs insalubres ou incommodes, comme ceux qui présentent des dangers d'explosion, d'incendie, etc., ne pourrait pas en certains cas tout au moins s'en servir pour la salubrité intérieure. Ainsi, par exemple, éviter la nécrose phosphorée dans les fabriques d'allumettes, par la prohibition de l'emploi du phosphore ordinaire ; suivant, en cela, les avis donnés, sur demande, aux ministres compétents par le comité consultatif d'hygiène en 1873 et en 1888.

Régime sanitaire des eaux d'alimentation. — La législation sur ce point est fort incomplète, et d'autre part la jurisprudence restreint considérablement l'action de l'autorité administrative et rend inutiles les avis des conseils d'hygiène, ou à peu près.

La souillure de l'eau par un propriétaire vis-à-vis de ses voisins est punie par l'art. 15 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 :

« Personne ne pourra inonder l'héritage de son voisin, ou lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de dommage et d'une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement. »

L'eau des fleuves et rivières navigables et flottables est protégée par divers arrêts et ordonnances, notamment : L'ordonnance de 1669 portant règlement général des eaux et forêts : « Titre XXVII, art. 42. Nul soit propriétaire ou engagiste ne pourra faire moulins, au cours de l'eau dans les fleuves et rivières navigables et flottables, ni même y jeter aucunes ordures, immondices, ou les amasser sur les quais et rivages à peine d'amende arbitraire. »

L'arrêt du conseil du 24 juin 1777, art. 4 : « Défend sa Majesté sous les mêmes peines à tous riverains et autres de jeter dans le lit desdites rivières et canaux, ni sur leurs bords aucuns immondices, pierres, graviers, bois, paille ou fumiers. »

Depuis 1789 en dehors de l'art. 640 du code civil :

« Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

On ne trouve aucune disposition de loi pour la protection des eaux pouvant servir à l'alimentation.

Les nappes souterraines ne sont protégées que par une circulaire du 31 juillet 1882 qui interdit l'usage des puits absorbants dans les établissements classés. Mais en dehors de ce cas les puits absorbants sont protégés par l'arrêt de la cour de cassation.

Un décret du 30 septembre 1884 a fait entrer le régime sanitaire des eaux dans les attributions consultatives du comité d'hygiène publique de France. Il a eu surtout en vue les amenées d'eau si urgentes en certains pays, et si difficiles à obtenir.

Réglementation de l'exercice de la pharmacie. — La loi du 2 mars 1791 en supprimant les corporations, les sociétés savantes, etc., avait en fait supprimé l'ordonnance de 1777 qui réglait l'exercice de la pharmacie et rendu ce commerce libre. Il ne s'était pas écoulé un mois que le comité de salubrité de l'assemblée nationale recevait des plaintes de tout côté, signalant les dangers que courait la santé publique par suite de cette mesure. Aussi par décret des 14-17 avril 1791 :

« L'assemblée nationale maintient en leur forme et teneur les lois, statuts et règlements existant au 2 mars dernier, relativement à l'enseignement de la pharmacie, pour la vente et la préparation des drogues et médicaments. »

Une loi du 21 germinal an XI est venue postérieurement régler l'enseignement de la pharmacie, et la police de cette profession, mais sans abroger l'ordonnance de 1777, dont les dispositions bien qu'édictees spécialement pour Paris ont été étendues par la jurisprudence de la cour de cassation à toute la France. Ces deux textes combinés garantissent la santé publique, relativement à l'exercice de la pharmacie, par les mesures suivantes : Avoir 25 ans accomplis pour pouvoir obtenir le diplôme; avoir fait un apprentissage; avoir suivi les cours d'une école de pharmacie, et prêté serment devant le préfet de police à Paris, devant le préfet dans les départements, d'exercer son art avec probité et fidélité; se conformer pour la préparation des médicaments aux formules du recueil officiel ou codex, ou aux formules données par les docteurs en médecine ou les officiers de santé; présenter les drogues et les préparations aux inspecteurs chargés de les visiter annuellement, ou à toute réquisition au maire, dans les conditions édictées par la loi de germinal an XI, l'ordonnance du 29 octobre 1846 et le décret du 23 mars 1859.

Exercice de la médecine. — La suppression des corporations, des facultés de médecine, des collèges et sociétés de chirurgie, etc., a laissé l'exercice de la médecine absolument libre jusqu'en l'an XI. Il en résulta de tels abus que Fourcroy a pu dire dans son rapport sur le projet de loi présenté à ce sujet : « les villes comme les campagnes sont infectées de charlatans qui distribuent les poisons et la mort avec une audace que les anciennes lois ne peuvent plus réprimer. Les pratiques les plus meurtrières ont pris la place des principes de l'art des accouchements. Des rebouteurs et des mèches impudents abusent du titre d'officier de santé pour couvrir leur ignorance et leur avidité. »

La loi du 19 ventôse an XI pour remédier à cet état de chose vint apporter des restrictions à l'exercice de la profession; elle décida, qu'à partir du 1^{er} vendémiaire de l'an XII, nul ne pourrait embrasser la profession de médecin, chirurgien ou officier de santé sans remplir les conditions qu'elle prescrit;

Obtenir le diplôme de docteur en médecine après avoir été examiné et reçu dans l'une des écoles spéciales de médecine; ou le diplôme d'officier de santé après réception par les jurys.

Les docteurs en médecine ou officiers de santé reçus dans les formes établies sont tenus de présenter dans le délai d'un mois, après la fixation de leur domicile, les diplômes qu'ils auront obtenus, au greffe du tribunal de première instance et au bureau de la sous-préfecture de l'arrondissement dans lequel ils voudront s'établir.

Les docteurs en médecine pourront exercer leur profession dans toutes les communes de la république.

Les officiers de santé ne pourront s'établir que dans le département pour lequel ils auront été examinés.

Pour exercer la pratique des accouchements les élèves sages-femmes devront être examinées par les jurys sur la théorie et la pratique des accouchements, et obtenir un diplôme. Elles ne peuvent employer les instruments, sans appeler un docteur, ou un médecin, ou un chirurgien anciennement reçu.

Le délit d'exercice illégal de la médecine ou de l'art des accouchements sera dénoncé aux tribunaux de police correctionnelle à la diligence des commissaires du gouvernement.

Le législateur n'a point entendu par la loi de ventôse créer un privilège, elle est absolument restrictive, l'orateur du gouvernement déclarait que le but cherché, était « d'ôter à l'ignorance et à l'avidité du charlatanisme les moyens de

nuire à la santé des citoyens ; de n'admettre à l'exercice de l'art de guérir que les sujets qui feront preuve d'une étude solide de cet art ; de donner au peuple français une garantie dans le choix des hommes éclairés dont les listes lui seront offertes d'après des épreuves sévères ; enfin de remédier aux maux que le silence des lois sur cet objet de sûreté publique avait fait naître dans toutes les parties de la France. »

Le parlement est saisi et s'occupe actuellement de deux projets de lois, portant l'un sur l'exercice de la médecine, l'autre sur celui de la pharmacie.

Travaux de salubrité dans les communes. — Dans un but économique, pour laisser le moins possible de terres incultes, le législateur en 1807 a posé dans une loi du 16 septembre les règles suivant lesquelles il serait procédé au dessèchement des terrains marécageux pour les pouvoir rendre à l'agriculture. Cette même loi règle d'autres travaux publics, et notamment au titre VII ceux qui concernent : les routes, la navigation, les ponts, rues, places et quais dans les villes, les digues et les *travaux de salubrité dans les communes*. Ces derniers font les objets des articles suivants :

« ART. 35. — Tous les travaux de salubrité qui intéressent les villes et les communes seront ordonnés par le gouvernement, et les dépenses supportées par les communes intéressées...

« ART. 36. — Tout ce qui est relatif aux travaux de salubrité sera réglé par l'administration publique ; elle aura égard, lors de la rédaction du rôle de la contribution spéciale destinée à faire face aux dépenses de ce genre de travaux, aux avantages immédiats qu'acquerront telles ou telles propriétés privées, pour les faire contribuer à la décharge de la commune dans les proportions variées et justifiées par les circonstances.

« ART. 37. — L'exécution des deux articles précédents restera dans les attributions des préfets et des conseils de préfecture. »

La loi est claire et précise, tout travail utile à la salubrité d'une commune, si celle-ci ne le fait pas de son propre mouvement, est ordonné par le gouvernement, la commune paye. Les travaux sont faits dans les conditions des travaux publics sous l'autorité du préfet, les contestations sont jugées par le conseil de préfecture. Mais où des difficultés s'élèvent, c'est à propos de la seconde disposition de l'art. 35 : « les dépenses sont supportées par les communes intéressées. »

Si les recettes ordinaires ou extraordinaires même peuvent couvrir la dépense, l'administration pourra à la rigueur vaincre la résistance de la commune, et faire faire les travaux ; si au contraire ces recettes sont insuffisantes, et un emprunt nécessaire, la commune peut s'y refuser ; et au cas où elle accepte de le faire, il faut une loi spéciale, et le législateur a le devoir de veiller à ce que l'impôt, qui s'en suivra ne dépasse pas les ressources des contribuables. De plus la loi ne dispense pas l'administration des formalités de l'expropriation, et il n'est guère de travaux qui ne les exigent pas, ce peut être un surcroît énorme de dépenses.

Tous ces obstacles qui peuvent surgir ou ensemble, ou partiellement, énervent les dispositions de la loi, et en rendent l'application excessivement rare, au grand détriment de l'hygiène publique.

Mesures de salubrité relatives aux sépultures. — Elles sont inscrites pour la première fois dans le décret du 23 prairial an XII, et actuellement réglées par les dispositions de ce décret, de celui du 7 mars 1808, de la loi du 15 novembre 1887 et du décret du 27 avril 1889.

Le décret du 23 prairial prescrit qu' « aucune inhumation à l'avenir n'aura lieu dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, et généralement dans aucun édifice clos et fermé où les citoyens se réunissent pour la célébration de leur culte, ni dans l'enceinte des villes et bourgs. »

Les cimetières devront être distants d'au moins trente-cinq à quarante mètres de cette enceinte.

Le décret fixe ensuite la situation topographique qui doit être choisie de préférence ; la largeur et la profondeur de chaque fosse ; la distance qui doit les séparer ; le laps de temps pendant lequel elles ne pourront être ouvertes.

Toute personne peut être enterrée sur sa propriété pourvu qu'elle soit hors et à la distance prescrite de l'enceinte des villes et bourgs.

Ce décret a été aussi peu observé que possible, et celui du 7 mars 1808 a eu absolument le même sort.

Celui-ci vise surtout les puits, et les habitations :

« ART. 1. — Nul ne pourra, sans autorisation, élever aucune habitation, ni creuser aucun puits, à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes en vertu des lois et règlements.

« ART. 2. — Les bâtiments existants ne pourront également être restaurés, ni augmentés sans autorisation. — Les puits pourront, après visite contradictoire d'experts, être comblés en vertu d'une ordonnance du préfet du département, sur la demande de la police locale. »

La loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles dit à son article 3 : qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions applicables aux divers modes de sépultures.

Ce décret rendu le 27 avril 1889 prescrit une fréquente intervention du médecin, ainsi :

« ART. PREMIER. — L'officier de l'état civil peut, s'il y a urgence, notamment en cas de décès survenu à la suite d'une maladie contagieuse ou épidémique, ou en cas de décomposition rapide, prescrire sur l'avis du médecin commis par lui la mise en bière immédiate après la constatation officielle du décès.

« ART. 2. — Si le décès paraît résulter d'une maladie suspecte, dont la protection de la santé publique exige la vérification, le préfet peut, sur l'avis conforme écrit et motivé de deux docteurs en médecine, prescrire toutes les constatations nécessaires et même l'autopsie. »

Pour la conservation des cadavres l'art. 3 exige, outre l'indication du mode opératoire, un certificat du médecin traitant affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle, et le rapport d'un médecin assermenté commis pour la vérification des décès.

La loi de 1887 rompt la défense d'incinérer les corps, défense qui remonte à un édit de Justinien. Le décret de 1889 règle ce qui est relatif à ce sujet.

« Aucun appareil crématoire ne peut être mis en usage, sans une autorisation du préfet accordée après avis du conseil d'hygiène. »

L'avis est obligatoire.

« Pour qu'il puisse être procédé à l'incinération, qui se fait sous la surveillance de l'autorité municipale, on doit produire, entre autres pièces, un certificat du médecin traitant affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle ; le rapport d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès ; ce rapport doit certifier que la mort est due à une cause naturelle.

Le décret autorise aussi la création de chambres funéraires par arrêté préfectoral lorsque le conseil municipal

d'une commune en fait la demande. Avant de statuer le préfet doit faire procéder à une enquête de commodo et incommodo, et prendre l'avis du conseil d'hygiène ; avis encore ici obligatoire.

Les chambres funéraires ne doivent être établies que pour recevoir le corps de personnes dont le décès n'est pas causé par une maladie contagieuse. Au point de vue de l'hygiène, cette disposition est critiquable, car si les chambres funéraires semblent utiles c'est surtout aux cas de maladies contagieuses. — L'admission aux chambres funéraires exige un certificat de décès dans lequel le médecin traitant doit constater que le décès n'a pas été causé par une maladie contagieuse ; et, pour le cas prévu à l'art. 81 du code civil, l'autorisation du commissaire de police.

Travail des enfants dans les manufactures, mines ou ateliers. — Deux lois, celle du 22 mars 1841 et celle des 19 mai-3 juin 1874, et onze règlements d'administration publique s'occupent de cette question, on y peut joindre la loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

La loi des 19 mai-3 juin 1874 qui remplace à peu près complètement celle de 1841 fixe l'âge auquel les enfants peuvent être employés, la durée du travail, les conditions de ce travail, et s'occupe de la salubrité publique dans son article 14.

Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté, et convenablement ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants. Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle

manière que l'approche n'en soit possible que pour le service.

Pour assurer l'exécution de la loi et des décrets, il est nommé : 1° Quinze inspecteurs divisionnaires choisis parmi les ingénieurs de l'état, les élèves diplômés de l'école centrale, des écoles des mines, parmi ceux qui auront rempli pendant trois ans les fonctions d'inspecteur du travail des enfants, ou auront surveillé ou dirigé des établissements industriels occupant 100 ouvriers au moins ;

2° Une commission locale au moins par arrondissement. Le conseil général en détermine le nombre. — Chaque commission comprend au moins cinq membres nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le conseil général ;

3° Une commission supérieure instituée près le ministre du commerce. — Elle est nommée par le Président de la République et composée de neuf membres. Sa mission est de veiller à l'application de la loi, de donner son avis sur les règlements à faire, sur toutes les questions qui intéressent les travailleurs protégés, et d'arrêter les listes de présentation des inspecteurs divisionnaires.

Ceux-ci ont entrée dans les chantiers, ateliers, etc., en cas de contravention ils dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. S'il y a une cause de danger ou d'insalubrité, ils prennent avis de la commission locale sur l'état du danger et de l'insalubrité, les inspecteurs adressent un rapport annuel à la commission supérieure.

Les commissions locales veillent à l'exécution de la loi, contrôlent le service de l'inspection, adressent des rapports au préfet qui les transmet au ministre, celui-ci les communique à la commission supérieure. — Elles visitent les établissements industriels, ateliers et chantiers, et peuvent se

faire accompagner d'un médecin quand elles le jugent convenable.

Cette loi ne s'applique qu'aux ateliers, manufactures, etc., où sont employés des enfants; le gouvernement a senti la nécessité d'étendre la protection à l'ouvrier adulte, et un projet de loi a été soumis à l'avis du comité consultatif d'hygiène en 1884, un rapport a été présenté au comité dans sa séance du 1^{er} décembre de cette même année. Le gouvernement continue l'étude de ce projet, on y peut souhaiter une intervention plus active du médecin, que celle attribuée par la loi ci-dessus.

Vente des substances vénéneuses. — La loi du 19 juillet 1845, et l'ordonnance du 29 octobre modifiée par les décrets des 8 juillet 1850, 19 octobre 1864 et la loi du 7 avril 1872, art. 4, règlent la question. L'art. 3 de la loi de germinal an XI, reproduisant l'ordonnance de 1682 et la déclaration de 1777, ne donnait pas de nomenclature des substances vénéneuses, ne désignant nominativement que l'arsenic, le realgar et le sublimé, de nombreuses réclamations s'élevèrent de la part du commerce et de l'industrie. La loi du 19 juillet 1845 abaisse le chiffre de l'amende, édicte un emprisonnement de six jours à deux mois contre les contrevenants à l'ordonnance qui statuera sur la vente des substances vénéneuses, et abroge les art. 34 et 35 de la loi de germinal an XI. — Cette ordonnance rendue le 29 octobre 1846 fixe les conditions à remplir pour pouvoir faire le commerce d'une ou plusieurs des substances comprises dans le tableau qui y est annexé. Elle prescrit que des visites seront faites par les maires ou les commissaires de police assistés s'il y a lieu d'un docteur en médecine désigné par le préfet. Ces visites sont indépendantes de celles prescrites par l'art. 30 de la loi de germinal an XI, qui ont pour but de vérifier chez les phar-

maciens et droguistes la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés, et qui sont régies actuellement par le décret du 13 avril 1859, et confiées à Paris, et dans les villes où sont des écoles, à deux professeurs de l'école de médecine et des membres de l'école de pharmacie assistés d'un commissaire de police ; dans les arrondissements, à trois membres des conseils d'hygiène publique et de salubrité, assistés du maire ou d'un commissaire de police. Ils sont annuellement désignés par un arrêté du préfet.

Le tableau annexé à l'ordonnance de 1846 contenait une liste de soixante-douze substances considérées comme vénéneuses.

Sur de nouvelles plaintes un décret du 8 juillet 1850, rendu sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, le conseil d'état entendu, réduit le nombre des substances vénéneuses. Avec les additions du 19 octobre 1864 et du 7 avril 1872, le tableau des substances vénéneuses, actuellement, comprend :

Acide cyanhydrique.	Jusquame, extrait et teinture.
Alcoïdes végétaux vénéneux et leurs sels.	Nicotiane.
Arsenic et ses préparations.	Nitrate de mercure.
Belladone, extrait et teinture.	Opium et son extrait.
Cantharides entières, poudre et extrait.	Phosphore.
Chloroforme.	Seigle ergoté.
Ciguë, extrait et teinture.	Strammonium, extrait et teinture.
Cyanure de mercure.	Sublimé corrosif.
Cyanure de potassium.	Coque du Levant.
Digitale, extrait et teinture.	La préparation concentrée connue sous le nom d'essence d'absinthe.
Emétique.	

Relativement à cette dernière, le législateur apporte cette restriction que cette « préparation concentrée, connue sous

le nom d'essence d'absinthe, ne sera plus fabriquée et vendue qu'à titre de substance médicamenteuse. Le commerce de ladite essence et sa vente par les pharmaciens s'effectueront conformément aux titres I et II de l'ordonnance de 1849 » (Loi du 7 avril 1872, art. 4).

Bains et lavoirs publics. — En 1849, par ordre du Président de la République, il fut institué, près le ministre de l'agriculture et du commerce, une commission chargée de doter le pays d'établissements de bains et lavoirs semblables à ceux que possédait l'Angleterre. Le gouvernement, d'après le travail de cette commission, fit voter, le 3 février 1851, une loi relative à la création d'établissements modèles de bains et lavoirs publics.

Un crédit extraordinaire de 600,000 fr. était mis à la disposition du ministre pour subventionner les communes qui s'engageraient à fonder l'un ou l'autre de ces établissements et à fournir au minimum les deux tiers de la dépense totale.

Les intentions libérales du législateur sont venues se heurter à l'indifférence générale vis-à-vis d'une institution éminemment hygiénique, et on doit regretter que cette tentative ait échoué.

Mesures touchant la vente des substances alimentaires falsifiées ou corrompues. — La loi du 5 avril 1884 confie au maire :

« ART. 97 5°. — L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente. »

Toute tromperie sur la nature de la marchandise est punie par l'article 423 du code pénal. Pour rendre la répression plus efficace, la loi du 1^{er} avril 1851, outre l'application de cet article : « 1° à ceux qui falsifient les denrées alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues ; 2° à ceux

qui auront trompé ou tenté de tromper sur la quantité ;
3° à ceux qui vendront ou mettront en vente des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauront être falsifiées ou corrompues ; »

Edicte des peines spéciales si la marchandise contient des mixtions nuisibles à la santé, même si la falsification est connue de l'acheteur ou du consommateur. Cette loi punit également ceux qui auraient dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maison de commerce, ou dans les halles, foires et marchés, des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils sauraient être falsifiées ou corrompues.

C'est dans l'accomplissement de cette mission qu'il est particulièrement utile pour l'autorité municipale d'être éclairée par des hommes à ce compétents, et que la nécessité s'impose de créer, soit des bureaux d'hygiène, soit des laboratoires municipaux, soit des inspecteurs spéciaux. Dans ces questions aussi peuvent intervenir avec efficacité les conseils d'hygiène.

La loi du 5 mai 1855 déclare applicable aux boissons la loi du 1^{er} avril 1851, et abroge l'art. 318 et le 6^o de l'art. 475 du Code pénal.

Le beurre et les vins, sur lesquels la fraude s'est accrue en raison directe des progrès des sciences chimiques, ont été, depuis 1855, l'objet d'une protection spéciale. La loi du 14 mars 1887 règle les peines applicables à la fraude sur le beurre, ainsi que la vente, le transport, l'exportation de la margarine, de l'oléo-margarine et autres substances destinées à le remplacer. Un décret du 8 mai 1888 ordonne qu'un expert par département sera désigné par le préfet pour l'examen des produits soupçonnés, dont les employés et agents spéciaux auront prélevé des échantillons.

La fraude ne s'étant pas arrêtée, le législateur est à nouveau saisi de la question.

La loi du 14 août 1889 exige que les fûts contenant des vins de sucre ou de raisins secs portent ces mots en gros caractères, et punit le falsificateur et le vendeur.

Une autre loi du 11 juillet 1891 considère comme constituant la falsification de denrées alimentaires visée par la loi de 1851 toute addition au vin de sucre ou de marc, au vin de raisins secs :

1° De matières colorantes quelconques.

2° De produits tels que : les acides sulfurique, chlorhydrique, azotique, salicylique, borique ou autres analogues.

3° De chlorure de sodium au-dessus de 1 gr. par litre.

Elle défend également de mettre dans le vin plus de 2 gr. de potasse ou de soude par litre.

Eaux minérales. — Le commerce des eaux minérales naturelles ou artificielles est réglementé par l'ordonnance du 18 juin 1823, la loi du 22 juillet 1856, celle du 12 février, et le décret du 9 mai 1887.

Un arrêt du conseil de 1781 avait prescrit que :

« Tout propriétaire qui découvrira dans son terrain une source d'eau minérale et médicinale sera tenu d'en instruire la société royale de médecine pour qu'elle en fasse l'examen, et que d'après le rapport des commissaires qu'elle aura nommés, la distribution en soit permise ou prohibée. » Les règlements et les arrêtés pris depuis étaient tombés en désuétude, et inobservés, l'ordonnance de 1823, dans l'intérêt de la santé publique est venue corriger cet état de choses. Elle soumet à l'autorisation préalable et à l'inspection d'hommes de l'art tout entreprise ayant pour but de livrer ou d'administrer au public des eaux minérales naturelles ou artificielles, sauf les débits qui ont lieu dans les pharmacies.

L'inspection ordonnée est confiée par l'art. 3 de l'ordonnance à des docteurs en médecine ou en chirurgie.

L'inspection a pour objet tout ce qui importe à la santé publique; elle porte particulièrement sur la conservation et l'amélioration des sources, sur la fabrication, suivant les formules approuvées, des eaux minérales artificielles. Dans l'intérieur des établissements les inspecteurs surveillent la distribution des eaux, l'usage qui en est fait par les malades. S'il en est besoin des règlements particuliers peuvent être faits par les préfets relativement à la salubrité des eaux, leur usage, etc., après entente avec les inspecteurs.

Pour la fabrication des eaux artificielles, il est nécessaire de justifier de connaissances suffisantes ou de présenter comme garant un pharmacien. Les formules doivent être approuvées par le ministre de l'intérieur, et une copie en être remise aux inspecteurs.

La loi de 1856 permet de déclarer d'utilité publique les sources d'eaux minérales, et de leur assigner par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique un périmètre de protection, contre toute cause qui pourrait les altérer.

La loi du 12 février 1883 déclare gratuites les fonctions de médecin inspecteur des eaux minérales.

Le décret du 9 mai 1887 règle l'inspection des fabriques d'eaux minérales naturelles ou artificielles, et d'autre part celle des dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles françaises ou étrangères.

Alcoolisme. — Les conséquences de l'alcoolisme ont été démontrées avec une telle évidence, que le législateur a dû s'occuper de la question. Il s'est efforcé de la résoudre par la disposition déjà citée de la loi du 7 avril 1872 concernant la vente de l'essence d'absinthe, puis par la loi du 23 juillet 1873 sur la répression de l'ivresse publique. L'amende, la prison, la privation des droits civils et politiques sont

édictees tant contre ceux qui sont trouvés en état d'ivresse manifeste sur la voie publique, que contre les cabaretiers trop complaisants. Cette loi ne semble pas recevoir une application très énergique, et remédier en quoi que ce soit au mal.

Protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons. — La statistique a démontré d'une façon si péremptoire la formidable mortalité qui frappait les enfants mis en nourrice, que les pouvoirs publics ont dû s'en émouvoir. Des commissions ont été nommées pour étudier la question, la loi votée le 23 décembre 1874 sur la proposition de M. Th. Roussel a permis l'application des solutions proposées. Le but de la loi est indiqué par son « article 1^{er} : « Tout enfant âgé de moins de deux ans qui est placé moyennant salaire en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents, devient par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique ayant pour but de protéger sa vie et sa santé. »

Le préfet de police à Paris, les préfets dans les départements doivent veiller à l'exécution de la loi. Ils sont assistés dans cette tâche par un comité composé de deux membres du conseil général, de l'inspecteur du service des enfants assistés (pour la Seine du directeur de l'assistance publique), de six autres membres dont un médecin membre du conseil départemental d'hygiène publique.

Des commissions locales peuvent être instituées sur l'avis de ce comité, par un arrêté préfectoral ; deux mères de famille en font partie.

Le ministre de l'intérieur est assisté d'un comité supérieur qui réunit et coordonne les travaux des commissions départementales, fait annuellement un rapport sur la mortalité des enfants et les mesures propres à étendre les bien-

faits de la loi ; un membre de l'Académie de médecine en fait partie.

Dans les départements où le ministre reconnaît l'utilité d'établir une inspection médicale, la loi l'autorise après avoir consulté le comité supérieur à charger un ou plusieurs médecins de cette inspection. Ils sont nommés par le préfet.

« Cette inspection médicale, dit le rapporteur de la loi, a paru indispensable dans les contrées où les statistiques révèlent les plus affligeants ravages de l'industrie nourricière. »

La loi indique les formalités à remplir pour toute personne qui veut prendre, et pour toute personne qui veut mettre un ou plusieurs enfants en nourrice, garde ou sevrage.

L'organisation de l'inspection médicale intéresse plus particulièrement l'hygiène. Les attributions, les devoirs et le traitement des médecins inspecteurs sont indiqués dans un décret du 28 février 1877, portant règlement d'administration publique. Les attributions et les devoirs sont définis dans les articles suivants :

SECTION II

« ART. 9. — Des médecins inspecteurs, institués conformément à l'article 5 de la loi du 23 décembre 1874, sont chargés de visiter les enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde dans leur circonscription.

« ART. 10. — Le médecin inspecteur doit se transporter au domicile de la nourrice, sevruse ou gardeuse pour y voir l'enfant, dans la huitaine du jour où il est prévenu par le maire de l'arrivée de l'enfant dans la commune. Il doit ensuite visiter l'enfant au moins une fois par mois et à toute réquisition du maire.

« ART. 11. — Après chaque visite, le médecin inspecteur vise le carnet délivré à la nourrice, sevrée ou gardeuse, en exécution de l'art. 30 de la loi. — Il transmet au maire un bulletin indiquant la date et les résultats de sa visite. Ce bulletin est communiqué à la commission locale. En cas de décès de l'enfant, il mentionne sur le bulletin la date et les causes du décès.

« ART. 12. — Le médecin inspecteur rend compte immédiatement au maire et au préfet des faits qu'il aurait constatés dans ses visites et qui mériteraient leur attention. Chaque année il adresse un rapport sur l'état général de sa circonscription au préfet qui le communique à l'inspecteur départemental du service des enfants assistés et au comité départemental.

« ART. 13. — Si le médecin reconnaît, soit chez la nourrice, soit chez l'enfant, les symptômes d'une maladie contagieuse, il constate l'état de l'enfant et celui de la nourrice, et il peut faire cesser l'allaitement naturel. — Dans ce cas ainsi que lorsqu'il constate une grossesse, il informe le maire qui doit aviser les parents, sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures autorisées par l'art. 7 (ainsi conçu : Si la commission juge que la vie ou la santé de l'enfant est compromise, elle peut, après la mise en demeure des parents et avis du médecin inspecteur, retirer l'enfant et le mettre chez une autre personne).

« ART. 14. — Dès que le maire apprend qu'un enfant placé en nourrice ou en garde dans la commune est malade, et manque de soins médicaux, il prévient le médecin inspecteur de la circonscription, et si celui-ci est empêché, il requiert le médecin le moins éloigné de la résidence de l'enfant.

« ART. 25. — Il est défendu à toute nourrice d'allaiter un autre enfant que son nourrisson, à moins d'une autorisation

spéciale et écrite donnée par le médecin inspecteur dans le canton, par un docteur en médecine ou un officier de santé.

« ART. 27. — Toute personne qui veut prendre un enfant en nourrice doit préalablement obtenir un certificat du maire, et un certificat médical.

« ART. 29. — Le certificat médical est délivré par le médecin inspecteur, ou à défaut du médecin inspecteur habitant la commune où réside la nourrice, par un docteur en médecine ou un officier de santé. Il est dûment légalisé par le maire, il doit attester : 1° que la nourrice remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson ; 2° qu'elle n'a ni infirmités, ni maladie contagieuse ; qu'elle est vaccinée.

« ART. 32. — Si l'enfant n'a pas été vacciné, la nourrice doit le faire vacciner dans les trois mois du jour où il lui a été confié.

« ART. 40. — Le médecin inspecteur tient à jour un livre sur lequel il inscrit les nourrices, sevreuses ou gardeuses et les enfants qui lui sont confiés. Ce livre mentionne, dans des colonnes spéciales : 1°... 2°... 3°... 4°... 5° — la date et le motif des visites du médecin étranger au service qui aurait été appelé par la nourrice, ainsi que la date et le résultat de ses visites personnelles ;

6° La date et les causes du retrait de l'enfant ou du décès, s'il y a lieu, chez la nourrice ;

7° Les observations concernant l'enfant et la nourrice sevreuse ou gardeuse. »

Une assez large part d'action est dans cette loi donnée au médecin, il est regrettable toutefois qu'elle ne soit pas étendue à tous les départements et que tous ne soient pas soumis obligatoirement à l'inspection médicale. Si on ne peut contester la valeur des soins administratifs, il est indéniable que les soins hygiéniques et médicaux sont indispensables à

tout enfant en bas âge et à quelque département qu'il appartienne.

Police sanitaire des animaux. — Elle a été régie, jusqu'en 1881, par le décret du 28 septembre 1791 (art. 25), les articles 459, 460 et 461 du Code pénal.

Un décret du mois de mai 1876 institue près le ministre de l'agriculture et du commerce un comité consultatif des épizooties, dans chaque département un inspecteur vétérinaire et des vétérinaires cantonaux.

La loi du 21 juillet 1881 abroge l'art. 25 de la loi de 1791 et les dispositions du Code pénal et règle la police sanitaire des animaux.

Dans les principales dispositions sont énumérées d'abord les maladies des animaux réputées contagieuses, et quidonnent lieu à l'application de la loi; ce sont :

« ARTICLE PREMIER. — La peste bovine chez tous les ruminants ;

« La péripneumonie contagieuse dans l'espèce bovine ;

« La clavelée et la gale dans les espèces ovine et caprine ;

« La fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;

« La morve, le farcin, la dourine dans les espèces chevaline et asine ;

« La rage et le charbon dans toutes les espèces. »

Un décret du président de la république, rendu sur un rapport du ministre de l'agriculture et du commerce, après avis du comité consultatif des épizooties, peut ajouter à la nomenclature toute autre maladie, dénommée ou non, qui prendrait un caractère contagieux.

En vertu de cette disposition un décret du 28 juillet 1888 ajoute à la liste ci-dessus :

1° Le charbon symptomatique ou emphysémateux et la tuberculose dans l'espèce bovine.

2° Le rouget et la pneumo-entérite dans l'espèce porcine.

La loi prescrit ensuite les mesures à observer, on y peut relever notamment :

La déclaration au maire de la commune, obligatoire pour tout propriétaire ou toute personne ayant la charge des soins, ou la garde d'un animal atteint ou soupçonné d'être atteint d'une des maladies contagieuses indiquées par la loi ou les décrets du président de la république.

Après la déclaration la séquestration et l'isolement de l'animal, avec détention jusqu'à examen du vétérinaire délégué ; défense, avant ce même examen, d'enfouir le corps de l'animal, sauf le cas d'urgence et avec autorisation spéciale du maire.

Sur le rapport du vétérinaire le préfet peut prendre un arrêté de déclaration d'infection, et prescrire : L'isolement, la séquestration, la visite, le recensement et la marque des animaux et troupeaux dans les localités infectées ; l'interdiction de ces localités ; l'interdiction momentanée ou la réglementation des foires et marchés, du transport et de la circulation du bétail ;

La désinfection des écuries, étables, voitures, etc. ;

La destruction des objets à usage des animaux et de tous ceux qui pourraient transmettre la contagion.

L'exercice de la médecine vétérinaire est, dans les cas de maladies infectieuses, interdit à quiconque n'est pas pourvu d'un diplôme.

Lorsqu'un animal est mort d'une maladie contagieuse quelle qu'elle soit, ou a été abattu comme atteint de peste bovine, morve, farcin, charbon ou rage, la chair n'en peut être livrée à la consommation.

Après avoir réglé les indemnités, déterminé les condi-

tions d'importation et d'exportation, prescrit les visites sanitaires, la mise en quarantaine, et au besoin l'abattage des animaux à l'entrée en France, la loi fixe les pénalités, puis dispose :

« ART. 38. — Un service des épizooties est établi dans chacun des départements, en vue d'assurer l'exécution de la présente loi. Les frais de ce service seront compris parmi les dépenses obligatoires à la charge des budgets départementaux et assimilés aux dépenses classées sous les paragraphes 1 à 4 de la loi du 10 août 1871.

« ART. 39. — Les communes où il existe des foires et marchés aux chevaux et aux bestiaux seront tenues de préposer, à leur frais et sauf à se rembourser par l'établissement d'une taxe sur les animaux amenés, un vétérinaire pour l'inspection sanitaire des animaux conduits à ces foires et marchés. Cette dépense sera obligatoire pour la commune.

Il est à remarquer que la tuberculose ayant été rangée parmi les maladies contagieuses la chair d'un animal mort de cette maladie ne peut pas être vendue ; mais celle de l'animal abattu comme atteint de cette maladie peut être vendue, la morve, le farcin, le charbon et la rage étant les seules qui dans ce cas soient désignées par la loi, comme prohibitives de vente.

On voit par là combien cette énumération législative est fâcheuse, et combien il eût été préférable de la laisser établir par voie administrative, sur l'indication et l'avis du comité consultatif et de l'académie de médecine, par exemple.

OBSERVATIONS SUR L'ENSEMBLE DE LA LÉGISLATION

Les plus vives critiques ont été, et sont plus que jamais, formulées contre notre législation par les hygiénistes les plus éminents ; les comptes rendus du comité consultatif

d'hygiène de France en constatent l'inefficacité ; les circulaires ministérielles elles-mêmes en attestent la faiblesse. Dans certains pays étrangers la direction de l'hygiène publique est confiée, par le législateur, à des médecins ; en France il l'attribue exclusivement à l'autorité administrative. C'est elle seulement qui, en vertu de son pouvoir réglementaire, leur a donné une part de collaboration en instituant le comité consultatif et les conseils d'hygiène. Mais elle ne s'est point astreinte à suivre leur avis, et elle ne leur a concédé que des attributions purement consultatives. C'est sans doute là une des causes du peu d'activité de ces conseils, de l'indifférence dont beaucoup font preuve. MM. Richard et Napias, dans le rapport présenté au comité consultatif sur les travaux des conseils en 1885, rangent encore parmi ces causes « le défaut d'une direction centrale effective, le peu d'empressement des administrations départementales à exécuter les avis formulés, non pas que ces administrations y opposent une résistance, il est juste de reconnaître que en général les autorités adoptent les avis des conseils et en prescrivent l'exécution. Mais il ne suffit pas de prescrire, il faut s'assurer que les prescriptions sont suivies, or là réside le point faible de notre législation. »

Il n'est point douteux qu'une direction imprimée par le comité consultatif, appuyé de l'autorité centrale, n'imprime une activité plus grande aux conseils de départements et d'arrondissements, ce qui s'est passé en 1884 le prouve surabondamment. Contre quatre-vingts rapports environ envoyés annuellement au comité consultatif les années précédentes, il y en eut trois cent quatre-vingt-quatre cette année-là. Le comité consultatif en présence de l'épidémie de choléra avait envoyé des instructions qui furent favorablement accueillies, et M. du Mesnil, dans son rapport sur les travaux des conseils pour l'année 1884, présenté les 30 avril et 7 mai

1888, a pu dire avec raison : « Il nous paraît utile que le ministre du commerce, visant quelques-unes des questions d'hygiène publique les plus importantes, demandât au comité consultatif de France de faire pour ces questions ce qu'il a fait au moment du choléra, une série d'instructions destinées à servir de guide aux municipalités qui peuvent avoir à prendre des mesures pour faire disparaître telle cause d'insalubrité, arrêter le développement, la propagation de telle ou telle épidémie, en étudier les causes. »

Et il ajoute avec non moins de raison que l'autorité du comité consultatif servirait à couvrir les administrations municipales, lorsqu'elles ont à prendre des mesures d'hygiène qui sont en contradiction avec des intérêts locaux.

Ce n'est pas là en effet une des moindres difficultés que rencontre l'autorité administrative, à quelque degré que ce soit, et contre laquelle vient se heurter sa bonne volonté.

Il est encore une disposition capitale qui manque à notre législation, en général peu signalée, qui faciliterait singulièrement le développement de nos institutions hygiéniques et permettrait de les mettre en rapport avec les récentes découvertes de la science, c'est l'existence d'un chapitre relatif aux dépenses de l'hygiène publique dans la loi annuelle de finance, et aussi l'obligation de ces mêmes dépenses dans les budgets départementaux et municipaux. Ceci est démontré par les faits.

Deux ou trois départements, celui des Vosges notamment, ont établi à l'aide de crédits des services d'hygiène qui rendent les plus signalés services ; de même les sommes votées par différentes villes ont permis d'y établir des bureaux d'hygiène dont les résultats sont si appréciables. On a pu en 1884 et 1890 constater les bienfaits des services de la police sanitaire pour enrayer dans le premier cas, pour empêcher

dans le second, l'invasion de l'épidémie de choléra, les sommes nécessaires à assurer les services avaient été mises à la disposition de l'administration sanitaire.

La loi sur les épizooties donne également de bons résultats non pas seulement en raison de ce fait bien connu que le paysan a plus soin de la santé de son bétail que de la sienne, mais surtout parce que les dépenses nécessaires à ce service sont rendues obligatoires, qu'elles permettent d'accorder des indemnités, de faire face immédiatement aux mesures nécessaires, et aussi à raison de la déclaration obligatoire.

Toutes ces institutions pourvues de crédits sous une direction exclusivement ou principalement médicale fonctionnent d'une manière satisfaisante, les autres donnent des résultats à peu près négatifs.

Plus en progrès que la France, presque tous les pays étrangers, et notamment l'Angleterre, ont codifié l'hygiène. Toutes les mesures générales régies chez nous par des règlements, le sont chez eux par des lois ; les corps médicaux en ont la haute direction, c'est là un moyen d'action d'une supériorité incontestable, dont on doit réclamer énergiquement l'application, pour faire profiter notre pays des bienfaits de l'hygiène, qui, selon la définition de M. le professeur Proust, doivent assurer à la nation « la prospérité de l'individu et de l'espèce. »





CONCLUSION

L'ensemble de notre législation sanitaire, en apparence satisfaisant, même au point de vue théorique est insuffisant; pratiquement il est absolument défectueux ; une réforme s'impose et est urgente.

Vu par le Président de la Thèse,
LABOULBÈNE.

Pour le Doyen :
L'Assesseur,
JACCOUD.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

